

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 16 décembre 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°531 ■

POUR CONCRÉTISER LES
ORIENTATIONS DU
PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE

**Une dynamique
diplomatique
algérienne orientée
vers l'Afrique**

P 16

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Les instructions du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion de travail sur les exportations, en présence du directeur de cabinet de la présidence de la République, de membres du gouvernement, ainsi que des présidents d'entreprises économiques et des membres du Conseil du Renouveau économique algérien (CREA). P 3



INTERNATIONALISATION DES
UNIVERSITÉS ALGÉRIENNES

**Un décret en
préparation pour
attirer plus d'étudiants
étrangers**

L'Algérie prend des mesures significatives pour renforcer son attractivité en tant que destination d'études pour les étudiants étrangers, en particulier ceux en provenance d'Afrique. Dans le cadre de cette stratégie ambitieuse, un décret est en préparation, visant à permettre aux universités algériennes d'accueillir des candidatures individuelles d'étudiants internationaux.

P 2

LANCEMENT DU RÉSEAU
INTRANET DE LA DGBE

**Vers une gestion plus
efficace des biens
fonciers**

Dans le cadre d'une ambitieuse dynamique de transformation numérique, visant à numériser et sécuriser la gestion des biens fonciers et immobiliers, le projet du réseau national Intranet (WAN) pour la Direction générale des biens de l'État (DGBE) en Algérie a été officiellement inauguré ce dimanche. Cette inauguration marque un tournant décisif dans la modernisation de l'administration publique algérienne. En reliant l'ensemble des services de la DGBE par fibres optiques, ce projet ouvre la voie à une gestion des biens de l'État plus efficace, plus transparente et plus accessible, tant pour les citoyens que pour les professionnels du secteur.

P 3

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
À L'ORÉE 2030

**L'Algérie face
à ses défis**

La sécurité alimentaire consiste à se donner les moyens de produire, de stocker et de stabiliser l'approvisionnement dans le temps. C'est en résumé l'affirmation faite par le professeur Ali Daoudi, enseignant-chercheur à l'École supérieure d'agronomie, lors de la 2e édition de la Conférence économique « Défis financiers mondiaux 2030 », organisée à Alger sous le thème Souveraineté alimentaire, inclusion financière et économie de la croissance.

P 5

OPÉRATIONS DE DRAGAGE DE 12 PORTS

**Achevées au premier
trimestre 2025** P 2

NUMÉRISATION DU COMMERCE

**De grandes avancées
réalisées en 2024** P 3

ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE
15 COMMUNES DEPUIS LE BARRAGE
DE DRAA EDDIS (SÉTIF)

**Lancement du projet
avant fin mars 2025** P 4

VACCIN CONTRE LA GRIPPE SAISONNIÈRE

Environ 2 millions de doses mises sur le marché depuis septembre

Par R E.

Quelque 2 millions de doses de vaccin contre la grippe saisonnière ont été mises sur le marché depuis septembre dernier, a affirmé, samedi à Constantine, le ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé de la Production pharmaceutique, Fouad Hadji. Cette quantité a permis de «répondre rapidement aux besoins des citoyens au titre de la campagne de vaccination de la saison en cours contre la grippe saisonnière», a ajouté Hadji qui effectuait une visite de travail et d'inspection, dans la wilaya de Constantine aux côtés du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari. Après avoir inspecté les installations techniques et les moyens technologiques utilisés pour la production de ce vaccin au sein de l'unité Saidal de Constantine, le ministre délégué a souligné, dans une déclaration aux médias, que cette unité de production qui assure l'approvisionnement du marché en plusieurs produits pharmaceutiques, a «produit pour la première fois depuis l'indépendance un vaccin contre la grippe saisonnière, en partenariat avec un partenaire étranger». Hadji a ajouté qu'au terme du transfert de technologie actuellement en cours avec ce partenaire étranger, Saidal «assurera localement la production de vaccins, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à réaliser la sécurité sanitaire nationale».

INTERNATIONALISATION DES UNIVERSITÉS ALGÉRIENNES

Un décret en préparation pour attirer plus d'étudiants étrangers

L'Algérie prend des mesures significatives pour renforcer son attractivité en tant que destination d'études pour les étudiants étrangers, en particulier ceux en provenance d'Afrique. Dans le cadre de cette stratégie ambitieuse, un décret est en préparation, visant à permettre aux universités algériennes d'accueillir des candidatures individuelles d'étudiants internationaux.

Par M A.

Cette initiative, annoncée par Rachid Hamdi, directeur de la coopération au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, souligne l'engagement du pays à élargir ses opportunités d'accueil aux étudiants du monde entier. Chaque année, l'Algérie offre déjà 2 000 bourses d'études dans le domaine de l'enseignement supérieur et 500 bourses dans la formation professionnelle aux étudiants africains. Toutefois, lors de la Conférence continentale sur l'éducation, la jeunesse et l'employabilité, qui s'est tenue récemment à Nouakchott (Mauritanie), le président Abdelmadjid Tebboune a exprimé la volonté du pays d'augmenter ces chiffres et de renforcer

son rôle dans l'éducation à l'échelle africaine. Le projet de décret, actuellement en cours d'élaboration, vise à autoriser tous les établissements universitaires algériens à recevoir des candidatures individuelles d'étudiants internationaux. Une fois validé, ce texte réglementaire permettra à des étudiants de diverses nationalités de poursuivre leurs études en Algérie, au même titre que dans d'autres pays du monde. Rachid Hamdi a souligné que cette nouvelle mesure pourrait considérablement augmenter le nombre d'étudiants étrangers en Algérie, favorisant ainsi une plus grande ouverture internationale pour le système éducatif algérien. «Un texte réglementaire est actuellement en préparation et, une fois validé, il permettra à tous les établissements universitaires algériens d'accueillir des candidatures indivi-

duelles d'étudiants internationaux désireux de poursuivre un cursus universitaire en Algérie. Ce texte, une fois adopté, offrira ainsi la possibilité à des étudiants de toutes nationalités, et pas uniquement africains, de venir étudier en Algérie, à l'instar de ce qui se pratique dans de nombreux pays à travers le monde », a déclaré Rachid Hamdi. Cette initiative fait partie d'un effort plus large pour promouvoir l'Algérie comme un pôle éducatif de premier plan en Afrique et au-delà, en créant des opportunités d'étude dans un cadre académique moderne et dynamique. En multipliant les opportunités pour les étudiants étrangers, l'Algérie entend ainsi renforcer ses liens avec d'autres nations et enrichir son environnement académique, tout en contribuant à la formation de futures générations de leaders internationaux.

OPÉRATIONS DE DRAGAGE DE 12 PORTS

Achevées au premier trimestre 2025

L'Entreprise algérienne de dragage des infrastructures portuaires et hydrauliques (Aldiph) s'attèle à achever les opérations de dragage de 12 ports au premier trimestre de l'année 2025, a déclaré, samedi à Alger, le Directeur général de l'entreprise, Tewfik Boukerroum. Dans une déclaration à l'APS, en marge des travaux d'une journée d'étude organisée par l'Aldiph sous le thème «Dragage des ports, enjeux et défis», M. Boukerroum a indiqué que les premières opérations prévues dans ce cadre se termineront fin décembre 2024, tandis que les opérations restantes seront

achevées au premier trimestre de 2025. Les travaux de dragage du port de pêche et de plaisance de Beni Haoua (Chlef) «devront être achevés durant la dernière semaine de ce mois», tandis que les travaux au port de pêche et de plaisance de Boudis (Jijel) ont atteint un taux d'avancement de 95 %, et ceux en cours au port de Zemouri (Boumerdes) un taux d'avancement de 70 %, a détaillé M. Boukerroum. Ces opérations interviennent en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, émises lors de la réunion du Conseil des ministres du

8 décembre, relatives au lancement immédiat de l'opération de dragage des petits et moyens ports pour l'extraction du sable, par le biais du Groupe public des travaux maritimes (GTM), créé récemment, notamment des ports de Boudis à Jijel, de Bejaïa, de Annaba, de Mostaganem, de Ghazaouet, de Cap Djinet, de Ténès et de Dellys. L'Entreprise "Aldiph", filiale du Groupe GTM, est en charge de ces opérations au niveau de 12 ports. A ce propos, M. Boukerroum a souligné l'importance des décisions du président de la République relatives à la création du groupe GTM et au lan-

cement du dragage des ports, ce qui a permis, a-t-il dit, de lancer l'élaboration d'un programme spécial de renouvellement et de modernisation du matériel d'Aldiph, "en vue de se préparer aux défis à venir". Le directeur des travaux publics de la wilaya de Jijel, Slimane Khelafa, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, qu'un budget de 130 millions de DA a été alloué à l'opération de dragage de près de 30.000 mètres cubes de sable accumulé au port de Boudis, ajoutant que cette opération facilitera le trafic des navires à l'entrée et à la sortie du port.

UNIVERSITÉ D'ORAN 2

L'importance de l'innovation et de l'entrepreneuriat chez les universitaires mise en avant

L'importance pour les étudiants de s'orienter vers l'innovation, l'entrepreneuriat et le développement des compétences individuelles, techniques et professionnelles pour la création des startups et des micro-entreprises, afin de participer au développement local, a été mise en avant, dimanche lors d'une rencontre organisée à l'Université d'Oran 2 "Ahmed Benahmed". Les participants à la deuxième édition de la manifestation "Vers l'horizon professionnel", initiée par le Laboratoire d'ingénierie pour le développement durable et l'insertion sociale rele-

vant de la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion de l'Université d'Oran 2, ont unanimement insisté sur la nécessité de se tourner vers l'innovation, l'entrepreneuriat et la création d'entreprises pour faire de l'université un moteur de développement. A cet égard, le doyen de la faculté, Farouk Tcham, a rappelé que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique "encourage les étudiants à créer des startups et des micro-entreprises et les incite à l'innovation". Il a également souligné que les

étudiants doivent prendre l'initiative pour devenir "une force pour l'Algérie, grâce à leur conscience, leur engagement patriotique, leurs capacités créatives et leurs réussites dans l'acquisition du savoir et la maîtrise des technologies modernes" M. Farouk Tcham a insisté sur la nécessité pour les étudiants de "passer à un nouveau mode d'apprentissage axé sur l'entrepreneuriat et la création d'emplois, plutôt que sur la recherche d'un emploi". Pour sa part, Zoubida Ouyahia, organisatrice de cet événement placé sous le thème "Témoignages inspirants de nos diplômés pour

un bon départ dans le monde du travail", a affirmé que "l'université ne devrait pas se limiter à former des diplômés pour occuper des postes d'emploi, mais devrait également encourager la formation de porteurs d'idées et de projets innovants capables de créer de la richesse, des emplois et de contribuer au développement". L'intervenante a insisté sur l'importance de dépasser le modèle classique de soutenance d'un mémoire de fin d'études pour transformer les idées présentées en projets concrets bénéfiques pour le pays.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LANCEMENT DU RÉSEAU INTRANET DE LA DGBE

Vers une gestion plus efficace des biens fonciers

Dans le cadre d'une ambitieuse dynamique de transformation numérique, visant à numériser et sécuriser la gestion des biens fonciers et immobiliers, le projet du réseau national Intranet (WAN) pour la Direction générale des biens de l'État (DGBE) en Algérie a été officiellement inauguré ce dimanche. Cette inauguration marque un tournant décisif dans la modernisation de l'administration publique algérienne. En reliant l'ensemble des services de la DGBE par fibres optiques, ce projet ouvre la voie à une gestion des biens de l'État plus efficace, plus transparente et plus accessible, tant pour les citoyens que pour les professionnels du secteur.

Par Mourad A.

Lors de cette cérémonie, le ministre des Finances, LazizFaid, a souligné que ce projet ambitieux, qui connecte par fibres optiques 587 services répartis sur 405 sites à travers le pays, constitue une avancée majeure dans la gestion et la sécurisation des données liées aux biens de l'État. Il a également précisé que ce projet s'inscrit dans les directives du Président de la République, visant à accélérer la numérisation des processus administratifs, à protéger les droits fonciers et à améliorer la transparence et l'efficacité dans la gestion des ressources nationales. Grâce au réseau Intranet, l'ensemble des services de la DGBE sera désormais interconnecté, permettant une circulation instantanée, sécurisée et fiable des informations essentielles. Cette initiative facilitera également l'accès aux services numériques, aussi bien pour les citoyens, les professionnels de l'immobilier que pour les institutions publiques. « L'aboutissement de ce projet est le fruit d'une collaboration réussie entre plusieurs entités, dont la DGBE, Algérie Télécom, ainsi que les équipes techniques et les ingénieurs en charge de la numérisation », a précisé le ministre. En outre, l'utilisation de technologies de pointe, telles que le SDWAN (Software-Defined Wide Area Network), garantit une qualité de service optimale et une sécurité maximale pour la gestion des données sensibles. Bien plus qu'une simple réalisation technique, ce projet devient un levier crucial pour la modernisation de l'administration publique algérienne. Il contribuera à rationa-

liser les processus internes et offrira aux citoyens et aux professionnels des services modernes, accessibles et plus efficaces. À long terme, ce projet renforcera la gouvernance et soutiendra la concrétisation de la vision d'une Algérie pleinement numérisée, intégrée dans l'ère digitale. En conclusion, le ministre des Finances a affirmé : « L'inauguration de ce réseau est un moment historique pour l'administration algérienne, un pas de géant vers une gestion des biens de l'État plus transparente, plus sécurisée et plus accessible. Ce projet symbolise les progrès accomplis dans le domaine de la numérisation et l'engagement continu des autorités à répondre aux besoins de la société et à préparer l'avenir. »

La numérisation comme moteur de croissance et de compétitivité pour l'Algérie

De son côté, Tayeb Zitouni, ministre du Commerce intérieur, présent lors de la cérémonie d'inauguration, a salué cette avancée majeure dans la numérisation de la gestion des biens de l'État et de l'administration financière. Il a souligné que l'investissement dans les infrastructures TIC, tel que ce projet, apportera des bénéfices significatifs pour l'économie nationale, en améliorant l'attractivité des investissements et en stimulant la croissance économique. Le ministre a également évoqué l'impact positif de l'économie numérique à l'échelle mondiale, citant notamment la projection selon laquelle l'économie numérique de l'Afrique pourrait atteindre 180 milliards de dollars d'ici 2025. Tayeb Zitouni a ensuite abordé la transfor-

mation numérique du secteur du commerce intérieur, mettant en évidence les progrès réalisés conformément aux orientations du président de la République. Il a mentionné la mise en place d'un schéma directeur stratégique pour moderniser le secteur en 2024, afin d'améliorer la qualité des services, réduire les procédures administratives et renforcer les infrastructures technologiques pour une meilleure gestion de l'information. Le ministre a également évoqué la création de 36 plateformes numériques qui permettront de suivre la production et la distribution des produits de consommation, facilitant ainsi la surveillance du marché, la lutte contre la fraude et la protection des consommateurs. Par ailleurs, il a annoncé le lancement d'un projet d'enquête économique destiné à récolter des données sur la production nationale et orienter les investissements, contribuant ainsi à dynamiser les activités commerciales et soutenir le développement local. Enfin, Zitouni a souligné le déploiement de systèmes d'information pour accompagner les commerçants et renforcer la collaboration entre secteurs et administrations publiques. Il a précisé que cette infrastructure sécurisée et moderne, soutenue par une collaboration avec Algérie Télécom, facilitera cette interconnexion. Le ministre a conclu en insistant sur l'importance de la transformation numérique pour garantir la compétitivité de l'Algérie à l'échelle mondiale, en précisant : « Il nous incombe de pousser ces efforts pour créer un environnement favorable au développement des compétences numériques et à l'ouverture des marchés mondiaux. »

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES Les instructions du Président Tebboune

Par Z R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion de travail sur les exportations, en présence du directeur de cabinet de la présidence de la République, de membres du gouvernement, ainsi que des présidents d'entreprises économiques et des membres du Conseil du Renouveau économique algérien (CREA). Cette rencontre, qualifiée de très importante par Mohamed Boukhari, ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, a été une occasion d'écouter les préoccupations des opérateurs économiques, en particulier des exportateurs. Le ministre a annoncé dans une déclaration, à l'issue de cette rencontre, que des orientations fermes ont été données par le président Tebboune pour la prise en charge rapide des préoccupations des opérateurs et la levée de toutes les contraintes entravant l'acte d'exportation, tout en s'orientant vers une vision stratégique et novatrice afin de transformer notre pays en un pôle d'exportation par excellence. « Nous nous engageons à faire tout ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif tracé par le chef de l'État », s'engage le ministre Boukhari. Pour sa part, le président du CREA, Kamel Moula, a indiqué que des décisions fermes ont été prises par le président Tebboune afin de lever les contraintes pesant sur les différents opérateurs économiques et exportateurs, dans le but d'augmenter significativement les exportations hors hydrocarbures. Selon le président du CREA, « la rencontre d'aujourd'hui a été bénéfique, et une feuille de route a été tracée par le président de la République que nous avons adoptée », souligne-t-il, indiquant que des chiffres importants dans le domaine d'exportations peuvent être réalisés par nos opérateurs. Il est à rappeler que dans son programme de second quinquennat, Tebboune s'est engagé à augmenter les exportations hors hydrocarbures à 15 milliards de dollars d'ici fin 2027, avant de les porter à 29 milliards de dollars d'ici 2030.

NUMÉRISATION DU COMMERCE

De grandes avancées réalisées en 2024

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni a affirmé, dimanche à Alger, que le secteur avait accompli des avancées significatives dans le processus de transformation numérique durant l'année en cours, conformément à une stratégie visant à établir un système d'information développé. Dans son allocution à l'occasion du lancement du réseau intranet de la Direction générale du domaine national, le ministre a indiqué que "le secteur du commerce intérieur et de la régulation du marché national, en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et du plan d'action du gouvernement, a accompli des avancées significatives en matière de transformation numérique, en s'appuyant sur une stratégie principale visant à établir un système d'information développé qui, entré en vigueur en 2024, vise à renforcer les mécanismes de gouvernance dans la gestion". M. Zitouni a précisé que cette stratégie vise à concrétiser les objectifs liés à la numérisation du secteur, en phase avec les mutations socioéco-

nomiques que connaissent l'Algérie et le monde. Elle s'articule autour de la modernisation et la simplification des démarches administratives afin d'améliorer la performance, de moderniser les services centraux et extérieurs du secteur du commerce intérieur, ainsi que de renforcer les infrastructures technologiques et assurer un réseau informatique sécurisé et performant. La concrétisation de ces objectifs stratégiques passe également par la conception et le développement de systèmes d'information interconnectés avec les systèmes équivalents d'autres secteurs, afin de faciliter la prise de décision, a-t-il dit. Dans ce cadre, le ministre a souligné que le secteur avait mis en service des plateformes numériques dédiées au suivi de l'approvisionnement du marché national en produits de base et de large consommation, au renforcement du système de contrôle économique, à la lutte contre la fraude et à la garantie de la qualité des biens et services pour la protection des consommateurs. L'utilisation de 36 plateformes numériques a permis, selon M. Zitouni, un "suivi précis" des chaînes de pro-

duction et de distribution des produits agricoles et alimentaires, depuis le producteur ou l'importateur jusqu'aux détaillants en passant par les grossistes. Cela inclut également la collecte de données sur les volumes de production, d'importation ou de distribution, mais aussi sur l'évolution des prix du marché. Evoquant les préparatifs pour le lancement de la deuxième phase du recensement économique, le ministre a indiqué que les dispositions techniques pour cette opération ont été finalisées. Cela permettra de "définir les indicateurs de la production nationale et d'orienter l'investissement, contribuant ainsi à dynamiser les activités commerciales, soutenir le développement local et encadrer l'approvisionnement du marché national". Dans le cadre de la transformation numérique, M. Zitouni a affirmé que les systèmes d'information du secteur ont été mobilisés pour répondre aux préoccupations des commerçants et des opérateurs économiques, tout en renforçant l'interconnexion entre les services et les organismes publics grâce à un réseau informatique sécurisé et doté des technologies de

pointe en partenariat avec "Algérie Télécom". Selon le ministre, "150 procédures fonctionnelles ont été identifiées pour mettre en œuvre la numérisation du commerce intérieur dans le cadre d'un système d'information intégré, interopérable et interactif". En parallèle, "des outils numériques ont été développés au profit du personnel du secteur, des intervenants et des opérateurs, avec la modernisation et la numérisation du réseau des marchés publics régionaux +Magro+". M. Zitouni a précisé que l'objectif est de réguler l'approvisionnement du marché national et de garantir la distribution équitable et équilibrée des biens et des services sur l'ensemble du territoire national. Il a affirmé que la transformation numérique, en tant que "levier vital" pour le développement durable, nécessite la mobilisation de tous pour "créer un environnement où les compétences numériques, désormais indispensables, prospèrent, afin de s'adapter aux exigences du marché, stimuler l'innovation, renforcer la compétitivité, augmenter la productivité et faciliter l'accès aux marchés internationaux".

CHARMÉ PAR LA BEAUTÉ D'ALGER

Un touriste américain partage sa découverte sur les réseaux sociaux

Ébloui et séduit par la splendeur et le charme d'Alger la blanche, Callan Wesley, un touriste américain à la découverte de l'Afrique dont l'Algérie, n'a pas manqué de partager ses moments avec ses abonnés via les réseaux sociaux. Selon le site électronique "Visa-algerie.com", Wesley n'en croyait pas ses yeux en voyant le Centre commercial Garden City à Chéraga (ouest d'Alger), "un espace de shopping à ciel ouvert qui n'a rien à envier aux malls de Dubaï et d'Europe", s'est-il réjoui. Envouté par le centre-ville, il a également partagé des vidéos avec ses abonnés sur TikTok, ainsi que sur son passage dans les différents coins de la ville, prenant des plans sur le paysage et la beauté architecturale de ce trésor nord-africain, dont la baie d'Alger qui n'a rien à envier aux pays européens, en légendant "Ce n'est pas l'Europe, c'est l'Algérie !". "Ne vous trompez pas .. je suis à Alger, en Algérie", a-t-il commenté dans son clip pris sous un soleil radieux et un beau ciel bleu avant d'ajouter: "Regardez la vue derrière moi, c'est absolument incroyable ! Regardez le développement, les infrastructures... Honnêtement, ça m'épate". En effet, Callan Wesley a avoué être tombé sous le charme des bâtisses blanches emblématiques d'Alger-Centre. "J'ai l'impression d'être dans une réalité virtuelle ou une réalité augmentée. Cela ne me semble tout simplement pas possible", a-t-il confié. Traînant le pas dans les artères d'Alger où il a rencontré la population, le touriste américain s'est exclamé: "Quel beau pays et quels gens incroyables ! J'ai hâte d'explorer tout ça et de vous faire découvrir ce pays". Commenté par des centaines d'internautes, Wesley a eu des échos positifs, dont certains lui ont souhaité "la bienvenue dans le pays de l'art, de la culture et de l'histoire glorieuse".

Valoriser les efforts de l’Etat dans le soutien des grands projets structurants

Les participants au séminaire national intitulé "Gara Djebilet: renforcer le potentiel des jeunes par la formation et la recherche scientifique" ont appelé, samedi à Tindouf, à valoriser les efforts de l'Etat visant à soutenir les grands projets structurants. Lors de ce séminaire, auquel a pris part le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui et la Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des Mines, Karima Tafeur, les participants ont mis en avant le rôle de l'Etat dans le lancement du projet de Gara Djebilet qui reflète la vision ambitieuse des hautes autorités du pays dans la concrétisation du développement économique durable. Ils ont souligné l'importance de renfor-

cer les partenariats entre les différents secteurs pour garantir un encadrement permettant de tirer profit de ces projets nationaux en mettant l'accent sur la formation et la recherche scientifique en tant qu'outil essentiel pour atteindre les objectifs escomptés et partant permettre aux jeunes de s'intégrer dans ce cadre de développement. Les participants ont salué l'initiative de la société FERAAL, filiale du groupe SONAREM qui a annoncé à l'occasion de ce séminaire l'ouverture de 115 postes d'emplois dans diverses spécialités, fruit d'une coordination fructueuse entre le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et les autorités de la wilaya de Tindouf, appelant à poursuivre ces initiatives qui contribuent au renforcement des opportunités d'emploi pour les

jeunes et à l'appui au développement local. Le communiqué final du séminaire organisé par le CSJ à travers la commission de l'éducation, de la formation et de l'enseignement supérieur, a salué le rôle positif de la coordination entre le CSJ et les parties concernées pour répondre aux aspirations des jeunes et soutenir l'économie locale. Les participants ont proposé, entre autres, la création de centres de formation spécialisés dans la wilaya de Tindouf dédiés aux techniques modernes liées aux industries énergétiques et minières, en œuvrant à développer des programmes pédagogiques et à introduire de nouvelles spécialités, en coordination avec les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle.

CSJ

DÉSERTIFICATION La COP16 s’achève sans parvenir à un accord sur la lutte contre la sécheresse

La Conférence des Nations Unies sur la désertification, COP16, s'est achevée samedi à Riyadh, en Arabie saoudite, sans parvenir à un accord contraignant sur la lutte contre la sécheresse, après deux semaines de négociations intenses, bien que plusieurs pays se sont engagés à placer la restauration des terres, et la résilience face à la sécheresse au cœur des politiques nationales et de la coopération internationale. Près de 200 pays réunis lors de la 16e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) se sont toutefois engagés à placer la restauration des terres, et la résilience face à la sécheresse au cœur des politiques nationales et de la coopération internationale. Les pays ont également réalisé des progrès significatifs dans les négociations d'un futur régime mondial sur la sécheresse, qu'ils prévoient de finaliser lors de la COP17 en Mongolie en 2026, a indiqué le Secrétaire exécutif de la CNULCD, Ibrahim Thiaw, dans un communiqué. Lors de la plénière de clôture de la COP16, M. Thiaw, a souligné un changement important dans l'approche mondiale des questions relatives à la terre et à la sécheresse, mettant en lumière les défis interconnectés avec des enjeux mondiaux plus vastes tels que le changement climatique, la perte de biodiversité, la sécurité alimentaire, les migrations forcées et la stabilité mondiale. Plus de 12 milliards de dollars ont été promis pour combattre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse à travers le monde, notamment dans les pays les plus vulnérables.

HYDRAULIQUE Le ministre reçoit des membres de l’APN représentant la wilaya de Mostaganem

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a reçu, samedi à Alger, des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) représentant la wilaya de Mostaganem pour s'enquérir des préoccupations liées au secteur dans cette wilaya, indique un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, tenue au siège du ministère dans le cadre de ses rencontres avec les membres des deux chambres du Parlement, M. Derbal a écouté les préoccupations des habitants de la wilaya de Mostaganem soulevées par les députés concernant le secteur de l'hydrau-

lique, notamment l'alimentation en eau potable, le service public de l'assainissement et l'irrigation, précise le communiqué. Lors de cette rencontre, tenue en présence des cadres du ministère, avec la participation par visioconférence du directeur des ressources en eau de la wilaya de Mostaganem et des directeurs de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) et de l'unité de l'Office national de l'Assainissement (ONA) dans cette wilaya, le ministre a rappelé les différentes mesures prises par son département en vue d'améliorer le service public de l'eau dans la wilaya, don-

nant des instructions aux cadres du secteur et aux services locaux afin qu'ils redoublent d'efforts dans ce sens. A cette occasion, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de maintenir une alimentation en eau potable saine et régulière au profit des habitants de la wilaya et de développer le service public de l'assainissement, précisant, à ce propos, que le ministère s'attellait assiduellement à la réalisation de systèmes d'assainissement conformes aux spécifications techniques à travers toute la wilaya, et ce, de manière progressive en fonction de la disponibilité des budgets.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإسعة الاستهلاك ليوم 15 ديسمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Décembre 2024

المنتجات	اسعارالتجزئة دج / كغ	Prix du détail DA / Kg			المنتجات
		أدنى Minimum	أعلى Maximum	متوسط Moyenne	
الخضراوات	البطاطا	58	80	69	Pomme de terre
	الطماطم	60	80	70	Tomate
	البصل الجاف	44	57	50	Oignon sec
	الثوم الجاف	396	539	468	Ail sec
	الجزر	58	93	76	Carotte
	لفت	68	88	78	Navet
	قرنبيط	64	84	74	Choux fleur
	الكرفس	63	82	73	Choux
	الكمون	138	166	152	Courgette
	الفاصولياء الخضراء	141	176	158	Haricot vert
الفواكه	الخس	78	102	90	Laitue
	الكمونتين	100	160	130	Clémentine
	البرتقال	80	140	110	Orange
	الليمون	100	140	120	Citron
	التفاح المحلي	266	475	370	Pomme locale
	التمر	371	626	498	Datte
	البرمان	140	191	166	Grenade
	الموز	457	483	470	Banane
	لحم البقر المحلي	1641	1906	1773	Viande bovine locale
	الدجاج	387	411	399	Poulet de chair
منتجات أخرى	البيض (وحدة)	18	20	19	Œufs (Unité)
	حليب البقر (لتر)	89	99	94	Lait de vache (Litre)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	-0,18	-0,62	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	2350,00	0,00	1,25	2,14	7,05	7,66	1058	2 486 300,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 240,00	2240,00	0,00	-1,05	-1,94	11,78	5,58	2751	6 162 240,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-4,46	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-13,38	2,03	-	0	0,00

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À L'ORÉE 2030

L'Algérie face à ses défis

La sécurité alimentaire consiste à se donner les moyens de produire, de stocker et de stabiliser l'approvisionnement dans le temps. C'est en résumé l'affirmation faite par le professeur Ali Daoudi, enseignant-chercheur à l'École supérieure d'agronomie, lors de la 2e édition de la Conférence économique « Défis financiers mondiaux 2030 », organisée à Alger sous le thème Souveraineté alimentaire, inclusion financière et économie de la croissance.

Par Réda Hadi

Pour cet enseignant, l'Algérie doit relever des défis importants pour assurer sa sécurité alimentaire. Dans sa stratégie alimentaire, l'Algérie doit s'appuyer sur plusieurs leviers. Daoudi cite l'impératif de renforcer la production nationale, de se doter de moyens de stockage importants, mais surtout de choisir quel type d'agriculture nous voulons développer. Convaincu que l'agriculture constitue un atout majeur pour les nations, le professeur Ali Daoudi a recommandé le renforcement des connaissances agricoles afin de mieux maîtriser les phénomènes climatiques, en impliquant les agriculteurs, véritables acteurs du secteur. Il a également suggéré de leur apporter un soutien financier permanent pour les aider à faire face aux aléas climatiques. Ceci dit, il préconise avant tout de choisir quel type d'agriculture nous voulons pour les générations futures. Selon lui, cela signifie qu'il existe au moins deux grands modèles d'agriculture à développer en Algérie : le modèle de l'agriculture productiviste, qui mise sur une amélioration rapide et continue, et celui de la productivité, via des investissements dans les différents facteurs de production, notamment technologiques. Si aujourd'hui nous enregistrons de bonnes performances agricoles, pour Daoudi, « c'est un fait. Mais il existe

aussi des défis très importants. La population algérienne continue de croître de manière significative. Nous serons à 60 millions d'âmes d'ici 2050. Cela signifie qu'il faudra produire beaucoup plus que ce que nous produisons aujourd'hui. Nous sommes 45 millions aujourd'hui et avons du mal à nous auto-suffire en produits agricoles, même si nous réalisons des progrès considérables. Mais cela reste un défi qui n'est pas encore atteint », souligne-t-il. Pour cet expert, la sécurité alimentaire passe également par le choix de notre type de consommation, de notre façon de procéder à l'irrigation, et de la manière dont nous avons su stocker une partie de notre production. Il ajoute que notre agriculture se développe dans un environnement extrêmement difficile sur le plan naturel, car « nous faisons face à des phénomènes extrêmes d'aridité, de salinité, etc., pour lesquels il va falloir innover pour produire ». En somme, il s'agit de l'agriculture du futur, et il précise : « Il faut sécuriser et rendre durable ce secteur en prenant aujourd'hui les bonnes décisions pour que les générations futures profitent de ce que nous bénéficions aujourd'hui en matière de sécurité alimentaire. C'est une responsabilité générationnelle, une responsabilité collective. Pour cela, il faudrait ouvrir un débat sociétal. » De son côté, Abdelwahab Ziani, prési-

dent de la Confédération des industriels (CIPA), a souligné l'importance de l'innovation, particulièrement dans la gestion de l'eau. Il a assuré qu'au sein de sa confédération « il y a beaucoup de projets innovants et intelligents, capables de réduire la consommation d'eau pour l'irrigation dans le Sud de près de 50 % grâce à de nouvelles technologies. Aujourd'hui, nous pratiquons encore l'irrigation classique, mais nous sommes en train de passer progressivement à une irrigation multidimensionnelle et futuriste, qui va réduire considérablement la consommation d'eau pour les grandes cultures. » Dans ses propos, Ziani met en avant l'ambition de l'Algérie de « transformer les matières premières africaines sur le continent africain et de rediriger les produits vers ce même continent. C'est ainsi que nous pouvons augmenter ce chiffre et réduire les 4 500 milliards, et je pense que l'ambition de l'Algérie est de viser 5 % de ces 4 500 milliards, soit près de 200 milliards. En ce qui concerne les exportations à l'horizon 2030, elles sont sur la bonne voie. Nous avons une vision pour 2050, où nous visons un chiffre de 50 milliards de dollars hors hydrocarbures », a-t-il conclu. Trop optimiste ou juste pragmatique, cette vision n'est pas insurmontable, à condition que les efforts nécessaires soient fournis, soutenus par une volonté politique engagée et affirmée.

RÉUNION ENTRE LE MINISTRE AVEC LES ARMATEURS ET LES PROFESSIONNELS DE LA GRANDE PÊCHE

Renforcer la production halieutique nationale

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a présidé, samedi, une réunion de travail avec les armateurs et les professionnels de la grande pêche dans le cadre de l'élaboration d'une feuille de route pour les trois prochaines années, en vue de renforcer la production et d'assurer les produits à des prix raisonnables, indique un communiqué du ministère. Cette réunion, consacrée à l'examen de nombre de questions en lien avec les efforts des autorités publiques visant à renforcer la production halieutique nationale et de pêche continentale, afin de garantir des produits halieutiques et aquacoles à des prix raisonnables au profit des citoyens, s'est déroulée en présence d'armateurs de thoniers et de chalutiers ainsi que de professionnels de la grande pêche, entre autres acteurs de ce domaine, précise le communiqué. Étaient également présents à cette réunion, le président-directeur général (PDG) de la Société de gestion des ports de pêche et de plaisance (SGPP), le représentant de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), le représentant des services des Douanes algériennes, ainsi que des opérateurs économiques et des représentants des professionnels de la pêche, selon la même source. A cette occasion, plusieurs axes ont été abordés dans le cadre de l'élaboration d'une feuille de route visant le développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture durant les trois prochaines années, notamment l'exploitation des permis de pêche dans le cadre des accords internationaux et les préparatifs en prévision de la saison de pêche du quota de thon rouge de l'Algérie en 2025. Autres points évoqués, le développement de l'activité de construction navale locale pour renforcer la flotte nationale de pêche, la possibilité d'actualiser les textes réglementaires relatifs à l'importation de navires de pêche d'occasion de moins de cinq ans afin de mieux répondre aux demandes des professionnels et aux objectifs fixés visant l'augmentation de la production nationale de poisson, outre le développement de l'aquaculture pour l'ériger en levier de la sécurité alimentaire, selon la même source.

R. E.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Session de formation au profit d'enseignants et fonctionnaires du secteur

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a donné, dimanche à Alger, le coup d'envoi d'une "session de formation complémentaire préalable à la promotion dans certains grades", au profit d'enseignants et fonction-

naires du secteur. S'exprimant à cette occasion, le ministre a expliqué que cette session de formation "concerne 627 fonctionnaires relevant du secteur, dont 610 professeurs spécialisés en formation et en enseignement professionnels de premier grade, pour atteindre,

ainsi, 3004 bénéficiaires d'ici la fin de l'année en cours", soulignant que cette opération s'inscrivait dans le cadre "des efforts de l'Etat visant à optimiser les compétences de la ressource humaine, et à permettre aux secteur de répondre aux besoins du marché de l'emploi

et de l'économie nationale", outre "le renforcement des programmes de modernisation et de numérisation du secteur". Par ailleurs, le ministre a fait savoir que les préparatifs étaient en cours pour l'organisation, à partir de la semaine prochaine, des assises na-

tionales de la formation professionnelle qui vont aborder diverses thématiques, dont les spécialités et les offres de formation et les programmes de modernisation, avec la participation d'experts et de représentants des secteurs concernés.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE 15 COMMUNES DEPUIS LE BARRAGE DE DRAÂ EDDIS (SÉTIF)

Lancement du projet avant fin mars 2025

Un projet portant sur l'alimentation en eau potable (AEP) de 15 communes de la wilaya de Sétif, à partir du barrage Draâ Eddis, dans la commune de Tachouda (est de Sétif), sera lancé "avant fin mars 2025", a affirmé, dimanche, le directeur de l'Hydraulique, Nadji Bencheriet. "Le ministère de l'Hydraulique a récemment libéré le cahier des charges relatif à l'opération de soutien et de sécurisation de l'AEP des habitants de 15 communes depuis le barrage de Draa Eddis, ce qui permet le lancement des

travaux avant la fin du 1er trimestre 2025", a ajouté le même responsable dans une déclaration à l'APS. M. Bencheriet a précisé que les communes devant bénéficier de ce projet sont celles d'Ain Sebt, de Beni Aziz, de Maaouia, de Dehamcha, d'Ain El Kebira, de Djemila, de Babor, de Serdj El Ghoul, de Tachouda, de Beni Fouda, d'El Eulma de Guelta Zerga, de Bellaâ, de Bir El Arch et de Bazer-Sakra. Selon le directeur de l'Hydraulique, cet important projet sera soutenu, dans une première phase, par la construction d'une sta-

tion de traitement des eaux d'une capacité de 136.000 m3/jour, d'un réservoir de 20.000 m3 et d'une station de pompage, avant la réalisation, dans une seconde phase, de 140 km de conduites de différents diamètres, de 3 stations de pompage et de 14 réservoirs d'une capacité totale de 85.000 m3, en plus d'un système de contrôle à distance. Pour rappel, ce projet s'inscrit dans le cadre du système des grands transferts vers la région des Hauts-plateaux qui comprend le transfert Nord-ouest de-

puis le barrage de Tichy-Haf (Béjaïa) vers 6 réservoirs de la région nord-ouest de Sétif (mis en service en avril 2024), suivi du transfert ouest depuis le barrage d'Ighil-Emda, près de Kherata (Béjaïa) vers le barrage de Mahouane, près de Sétif, principal fournisseur d'eau potable pour la population de 11 communes de Sétif, mise en service en février 2019. S'agissant du transfert Est, à partir du barrage d'Erraguène vers l'ouvrage hydraulique de Tabellout (Jijel) et de là vers le barrage de Draâ Eddis.

BATNA

Engouement des visiteurs à l'ouverture du 6ème salon national du livre

La sixième édition du salon national du livre s'est ouverte samedi après-midi à la salle des expositions Assihar de la ville de Batna sous le thème "les univers de la créativité et la magie de la lecture" en présence d'un public nombreux. Dans leurs déclarations à l'APS, les visiteurs ont salué la tenue de cette manifestation devenue ces dernières années un événement culturel important dans la ville de Batna, qui permet aux lecteurs et étudiants de découvrir les publications les plus récentes des maisons d'édition. L'ouverture, en présence du wali de Batna, Mohamed Benmalek de ce salon qui se tiendra jusqu'au 28 décembre courant, a donné lieu à la distinction du moudjahid, universitaire et écrivain Dr. Larbi Dahou, âgé de 82 ans et auteur de plus de 60 ouvrages. La manifestation qui a attiré pour sa première journée plusieurs écrivains, intellectuels et universitaires rassemble plus de 50 maisons d'édition de 28 wilayas du pays, a indiqué à l'APS Abderrazak Bensalem, chargé de la gestion de la direction de la culture et des arts. Selon la même source, la manifestation initiée par le secteur de la culture en coordination avec une entreprise spécialisée dans l'organisation des salons et expositions verra l'animation de conférences, de récitals poétiques et des ventes-dédicaces de certains ouvrages. Des ateliers d'initiation à la calligraphie arabe et aux travaux manuels, encadrés par des spécialistes et destinés aux enfants et écoliers, figurent également au programme de ce salon, selon les organisateurs.

TISSEMSILT

Inauguration d'infrastructures de la Sûreté nationale et lancement d'autres projets

Le Directeur Général de la Sûreté Nationale (DGSN), Ali Badaoui, a supervisé, samedi, lors d'une visite de travail dans la wilaya de Tissemsilt, l'inauguration de nouvelles infrastructures de la Sûreté et donné le coup d'envoi à d'autres projets.

Lors de l'inauguration du siège de la Sûreté de daïra de Bordj Bounâama, en compagnie du wali de la wilaya, Bouzaïd Fethi, des autorités civiles et militaires, ainsi que de hauts cadres de la Direction générale de la Sûreté nationale, M. Badaoui a appelé les services de Sûreté à prendre en charge les préoccupations des citoyens et à les placer au cœur de leurs missions et priorités, en accompagnant l'expansion urbaine que connaît la wilaya de Tissemsilt. M. Badaoui a également inauguré le siège de la Sûreté de la daïra de Bordj Emir Abdelkader, réalisé sur une superficie de 1.254 mètres carrés, pour un coût de plus de 30

millions de dinars, ainsi que le célibatorium de Sûreté (88 lits), dans la même commune, baptisé au nom du martyr de la nation "Baten Ahmed" et disposant de toutes les installations nécessaires pour le confort des résidents, avec un budget de plus de 25 millions de dinars. Dans la commune du chef lieu de wilaya, le DGSN a posé la première pierre pour la construction de deux Sûretés urbaines dans les quartiers de 2.000 logements et 1.614 logements, situés dans les zones de "Bemengouch" et "Hassan". Dans la même commune, M. Badaoui a inauguré la cinquième Sûreté urbaine dans le quartier des 1.400 logements "AADL",

pour lequel un budget de plus de 84 millions de dinars a été alloué, afin de garantir une couverture sécuritaire pour 38.320 habitants. Il a également inspecté les travaux de construction de la station de l'unité de Sûreté républicaine dans le quartier de Saffah, en insistant sur la nécessité d'accélérer les travaux pour une livraison prévue en mars 2025. De plus, M. Badaoui a visité le nouveau siège de la Sûreté de wilaya de Tissemsilt, s'étendant sur une surface de plus de 3.000 mètres carrés, pour lequel un budget de plus de 115 millions DA a été consacré.

NÂAMA

Campagne de solidarité et d'aide aux catégories vulnérables à l'approche de l'hiver

Une campagne de solidarité marquée par la distribution d'aides au profit de 100 familles dans les zones enclavées des communes de la wilaya de Nâama a été lancée, samedi, à l'approche de la saison hivernale, a-t-on appris de la direction de l'Action sociale, initiatrice de l'opération. Cette campagne, qui prévoit la distribution de colis alimentaires, de matelas, de couvertures, de couettes, de couches pour enfants et d'équipements pour per-

sonnes handicapées, s'inscrit dans le cadre d'un programme élaboré par cette direction pour venir en aide aux catégories vulnérables, aux personnes aux besoins spécifiques et aux personnes âgées vivant dans les zones frontalières et isolées, a-t-on fait savoir de même source. Ce programme se poursuivra tout au long de l'hiver, a précisé le directeur de secteur, KadaBenamar. De son côté, le président du comité de wilaya du Croissant-

Rouge algérien à Nâama, Mustapha Bouzerouata, a mis en avant, lors de la distribution, samedi, de vêtements d'hiver, de chaussures et de lunettes médicales au profit des enfants des familles démunies du village de Harchaia, dans la commune chef-lieu de wilaya, l'intensification des initiatives solidaires, en coordination avec les parties concernées durant la période hivernale. Ces initiatives portent également sur la distribution de repas chauds pour les sans-abris et les

voyageurs de passage dans plusieurs localités de la wilaya. Parallèlement à ces actions solidaires, et dans le cadre des mesures liées à la saison hivernale, différents secteurs et associations locales, en coordination avec la direction de wilaya de Sonelgaz et les autorités locales, mènent des campagnes de sensibilisation intensives pour prévenir les risques d'intoxication au monoxyde de carbone dans les communes, a-t-on également indiqué.

MASCARA

Près de 80 foyers raccordés au réseau de gaz naturel à Bouhenni

Un total de 79 foyers situés dans la commune de Bouhenni (wilaya de Mascara) a été raccordé, jeudi, au réseau de distribution de gaz naturel, dans le cadre de la célébration du 64e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, a-t-on appris de la direction de l'Energie et des Mines. Cette opération, supervisée par les autorités de la wilaya, a ciblé deux agglomérations se-

condaires, à savoir «Benkouider» et «Etefah», a-t-on précisé de même source. Elle a consisté en la réalisation d'environ 1 kilomètre de réseau de distribution de gaz naturel, pour une enveloppe budgétaire estimée à 3,7 millions de dinars, allouée dans le cadre du budget communal, a fait savoir la même source. Cette initiative de développement permettra de porter le taux de raccordement au

réseau de distribution de gaz naturel dans les zones rurales de la commune de Bouhenni à plus de 60 %, a-t-on souligné. Par ailleurs, les travaux de raccordement de plus de 4.500 foyers au réseau de gaz naturel sont en cours dans plusieurs agglomérations secondaires et zones rurales de la wilaya. Les travaux de concrétisation de ces projets enregistrent un taux «avancé», selon la même source.

SIDI BEL ABBÉS

Dotation du CHU Abdelkader Hassani d'importants matériels sophistiqués

Les différents services du Centre Hospitalo-universitaire Dr Abdelkader Hassani ont entamé le processus de réception d'équipements médicaux y compris chirurgicaux et médicaux. Les points positifs de ce processus se reflètent dans la fourniture de services de santé par excellence aux patients pour une prise en charge optimale, no-

tamment avec le développement de la technologie dans le multi-usage du diagnostic des maladies, et tout cela grâce aux efforts conjugués de l'équipe administrative dirigée par le directeur général du CHU, M. Baba Aissa. Parmi les services ayant bénéficié de ce soutien matériel, figurent le service d'Urgences Médico-chirurgicales et le Service de Chirurgie Générale.

Pour le service des Urgences Médico-chirurgicales (UMC), les médecins bénéficient de technologie de pointe avec une colonne de coelioscopie QTS 01, un échographe QTS 01, un bistouri électrique QTS 01 et une table opératoire multi positions QTS 02. Concernant le service de la chirurgie générale, on cite sa dotation d'une colonne de Celio-chirurgie

adaptable QTS 01, une table Opératoire électro-hydraulique QTS 01, une table opéra mobile hydraulique QTS 03, un scialytique plafonnier à double coupoles d'intensité avec batterie de secours QTS 03, et un scialytique plafonnier à double coupoles d'intensité avec caméra HD intégrée et avec batterie de secours QTS 01.

Pourquoi les sanctions contre la Russie ont eu un effet inverse de celui escompté

Après l'invasion de l'Ukraine, Moscou semblait atteinte par les sanctions économiques imposées par l'Occident, mais aujourd'hui, le pays est en plein essor. Les États-Unis et leurs alliés se sont appuyés sur les sanctions comme l'un des principaux outils pour limiter les opérations militaires de la Russie en Ukraine.

Par Ariel Petrovics (*)

Ces sanctions, qui vont des limites individuelles imposées aux dirigeants et aux entreprises russes à des restrictions globales imposées à des secteurs clés tels que le pétrole et le gaz naturel russes, visent à imposer des coûts économiques inacceptables qui entraveraient directement l'effort de guerre de la Russie et l'inciteraient indirectement à mettre un terme à sa campagne. Toutefois, les experts débattent de la question de savoir si et dans quelle mesure ces sanctions ont fonctionné. Certains affirment que les sanctions globales, et en particulier les restrictions généralisées imposées aux revenus du pétrole et du gaz, mettent l'économie de la Russie – et donc sa campagne militaire – à genoux. D'autres admettent que les sanctions ne parviennent peut-être pas à mettre fin à la guerre, mais soutiennent qu'elles offrent au moins un moyen peu coûteux et peu risqué de ralentir les avancées russes et de prendre publiquement position contre l'invasion. Pourtant, près de trois ans plus tard, la guerre fait toujours rage, l'économie russe a rebondi et le soutien de la population russe à Poutine et au Kremlin n'a jamais été aussi élevé. Le problème de ce débat purement économique est qu'il néglige le risque de conséquences contre-productives plus graves. Les sanctions n'ont pas seulement échoué à mettre fin à la guerre en Ukraine ou à affaiblir la capacité guerrière du Kremlin, elles ont connu un effet inverse, renforçant involontairement la position intransigeante de Moscou, sapant l'utilité des stratégies alternatives et renforçant le Kremlin contre toute coercition internationale future. Par conséquent, la position de repli selon laquelle les sanctions sont au moins mieux que rien ignore leurs conséquences perverses à long terme pour la paix régionale et la stabilité internationale. Les sanctions imposées à la Russie après son invasion de l'Ukraine vont des restrictions économiques aux contrôles de l'information. Elles se sont étendues à l'interdiction des exportations industrielles et technologiques, au gel des banques, à des restrictions imposées aux médias publics et à des sanctions ciblées contre des « personnes et entités de premier plan », parmi lesquelles le président Poutine. Le joyau de la couronne est l'interdiction internationale du pétrole et du gaz russes, qui représentent 60 % des exportations de la Russie et près de 40 % de son budget fédéral.

Les arguments en faveur des sanctions

Dès le départ, la Russie de 2022 a semblé prête à céder aux sanctions occidentales. La taille de l'économie et la diversité du marché sont généralement de bons indicateurs de la sensibilité aux sanctions. Ainsi, le PIB de la Russie représente moins d'un quart de celui des États-Unis, son PIB par habitant n'occupe que le 70e rang mondial et, ce qui est peut-être le plus important, il s'agit d'un État rentier qui dépend fortement des recettes d'exportation du pétrole et du gaz pour un grand nombre de ses fonctions étatiques. Les pays sanctionnant la Russie, en revanche, possèdent tous des économies formidables et des marchés diversifiés et stables, nécessaires pour exercer une influence significative. À première vue, ces sanctions semblaient donc être un bon pari. Et selon des critères naïfs, elles ont même connu un certain succès. Les partisans des sanctions affirment que celles-ci fonctionnent parce que les entreprises étrangères ont fermé, que la production nationale s'est presque arrêtée et que les talents nationaux ont fui, de sorte que l'économie russe est désormais une bombe à retardement prête à s'effondrer. Mais les sanctions sont un jeu de longue haleine et il faut du temps pour faire monter la pression, de sorte que les partisans des sanctions préconisent d'attendre jusqu'à ce que Moscou crie « Stop ».

La résistance économique de la Russie

Mais attendre patiemment que la Russie épuise ses réserves et que l'opinion publique fasse preuve de patience n'a pas donné les résultats escomptés par les partisans des sanctions. Les cibles de sanctions permanentes, telles que Moscou, ne sont pas des bénéficiaires passifs. Moscou a protégé ses principaux soutiens, construit de nouveaux réseaux commerciaux et, en définitive, ses exportations de pétrole lui rapporteront plus en 2023 qu'en 2021. Certains critiques affirment que les sanctions ont échoué parce que les États-Unis et leurs alliés n'ont ni la capacité ni la volonté d'imposer des sanctions suffisamment rigoureuses. D'autres blâment les politiques fiscales internes intelligentes de Moscou. D'autres encore accusent les pays des BRICS de saper systématiquement les efforts des alliés en matière de sanctions. Mais que ce soit en raison d'un sabotage extérieur ou de l'immunité intérieure croissante de Moscou aux sanctions, la Russie est aujourd'hui économiquement moins sensible à la pression de sanctions qu'elle ne l'était en 2022. Ses flux com-

merciaux avec la Chine ont doublé entre 2021 et 2023 et ses exportations vers l'Inde ont été multipliées par dix. Plutôt que de freiner l'effort de guerre, les sanctions ont catalysé un partenariat économique et politique avec la Chine, l'Inde, l'Iran et la Corée du Nord, ce qui laisse présager une restructuration géopolitique inquiétante. La conséquence est que ce réseau croissant de partenaires sera plus résistant aux sanctions économiques et politiquement anti-occidental.

L'approbation publique

Les partisans du maintien des sanctions soutiennent toutefois que, même si Moscou parvient à protéger ses élites des coûts économiques, l'opinion publique russe devra payer la note et finira par se retourner contre ses dirigeants. Mais cette voie vers un changement de politique semble de plus en plus improbable. Alors que les sanctions étaient censées saper le soutien de l'opinion publique au comportement sanctionné de son gouvernement, le public russe a plutôt réagi aux sanctions en se ralliant au gouvernement, renforçant ainsi la position politique intérieure de Poutine et de ses partisans. Avant même que les indicateurs de santé économique ne commencent à faire boomerang, les taux d'approbation publique de Poutine et plus généralement de son gouvernement avaient déjà dépassé les niveaux d'avant-guerre. Comme beaucoup d'autocraties, Moscou contrôle étroitement la diffusion de l'information au niveau national et a l'habitude de coopter les informations qui sortent pour en tirer un avantage politique. Les dirigeants ont utilisé les sanctions pour rallier le soutien de l'opinion publique, en les détournant pour fomenter le patriotisme et résister à la pression étrangère en contrôlant le récit national autour des sanctions et de la guerre. Cet effet de ralliement n'est pas nouveau. Poutine et la Douma ont bénéficié d'un léger regain de popularité après l'invasion de la Géorgie en 2008 et d'une augmentation plus importante après la Crimée en 2014. Ce qui est remarquable, cependant, c'est la durée pendant laquelle toutes les branches du gouvernement ont réussi à profiter de l'embellie post-Ukraine. L'approbation à Poutine a oscillé autour de 65 % pendant deux ans, mais a grimpé à plus de 80 % après l'invasion et n'a cessé d'augmenter depuis. Les tentatives de lutte contre la désinformation et la propagande se sont également soldées par un échec. Des sociétés privées comme Twitter/X et Meta ont tenté de sévir en 2022, en bloquant les

comptes officiels et en supprimant de faux messages ou trompeurs publiés sur les médias sociaux. Moscou a réagi en adoptant une série de lois sur la censure et en interdisant totalement Facebook et Twitter/X en Russie. Les médias internationaux et indépendants ont été écartés, les comptes de médias sociaux surveillés et les journalistes réduits au silence, ce qui a eu pour effet de couper l'accès du public russe à toute information indépendante sur le conflit. Sans vérification indépendante des faits pour brouiller l'environnement de l'information nationale, les appels à résister aux sanctions et à se rallier aux dirigeants de Moscou peuvent tomber sur un terrain plus fertile. Ils ne voient que des affirmations sur la « responsabilité de protéger » des citoyens russes en Ukraine, des expositions sur l'OTAN et la « chronique de la cruauté » des États-Unis, et des affirmations selon lesquelles « quelle que soit la situation en Ukraine, [l'Occident n'a] qu'un seul objectif : freiner le développement de la Russie ». Ainsi, les sanctions et les restrictions officieuses ont involontairement renforcé la position politique interne de Poutine et de ses partisans.

Des conséquences contre-productives

Le débat sur les sanctions devrait aller au-delà des simples mesures économiques et prendre en compte les risques sur le long terme. Les sanctions ne sont pas seulement un moyen bon marché et non violent de signaler – même si c'est futile – la désapprobation de l'opinion publique. Les coûts économiques ne sont pas leur seul inconvénient. Les sanctions ont eu pour effet de renforcer la motivation et la capacité de Moscou à poursuivre ses incursions militaires, à bénéficier de l'approbation inconditionnelle d'une opinion publique isolée et à résister économiquement aux restrictions futures. Par conséquent, même si les sanctions peuvent satisfaire le désir de Washington de résister à l'invasion, elles créent en réalité des incitations perverses qui compromettent l'engagement futur avec Moscou sur l'Ukraine et la sécurité internationale de manière plus générale.

(*) Professeur adjoint de recherche à l'école de politique publique de l'université du Maryland, chercheur associé à Managing the Atom au Belfer Center for Science and International Affairs de la Harvard Kennedy School, et chercheur non résident au Quincy Institute.
Source : Responsible Statecraft, Ariel Petrovics, Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

POUR SES RÉALISATIONS
DANS LE DOMAINE DE
L'INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE

L'Arabie saoudite
a été saluée par
l'UNESCO

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a publié samedi un rapport qui met en lumière les progrès de l'Arabie saoudite dans le domaine de l'intelligence artificielle, a rapporté l'agence de presse saoudienne. Ce rapport, qui fait partie de l'initiative de l'UNESCO visant à évaluer le niveau de préparation à l'IA, a salué les réalisations du Royaume en tant que « référence mondiale pour l'adoption éthique et innovante des technologies avancées ». Le rapport de l'UNESCO évalue l'état de préparation de l'Arabie saoudite dans six domaines clés liés à l'IA : la gouvernance nationale, la législation et la réglementation, la société et la culture, la recherche et l'éducation, ainsi que l'impact économique et l'infrastructure technique. Il conclut que le Royaume a la capacité d'adopter l'IA de manière éthique et responsable tout en obtenant des résultats durables. Le rapport a souligné la création de l'Autorité saoudienne des données et de l'intelligence artificielle en 2019 et le lancement de la Stratégie nationale pour les données et l'intelligence artificielle en 2020 comme des étapes clés dans le parcours du pays en la matière, et a salué l'engagement du Royaume à favoriser un environnement réglementaire solide, à promouvoir l'innovation tout en gérant les risques, à renforcer les capacités en matière d'éducation et de main-d'œuvre, et à autonomiser les femmes dans les domaines liés à l'IA, a ajouté l'APS. La sous-directrice générale de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, Gabriela Ramos, a reconnu les efforts de l'Arabie saoudite pour jeter des bases solides pour la gouvernance de l'IA et a exprimé sa confiance dans la capacité du Royaume à obtenir des résultats durables et équitables grâce à la technologie.

EGYPTE

Monoprix veut faire son entrée sur le marché de la distribution en 2025

En Egypte, le secteur de la vente au détail enregistre une forte croissance ces dernières années. Ce dynamisme attire de plus en plus de multinationales qui souhaitent également profiter du plus grand marché du Moyen-Orient.

L'entreprise Monoprix, filiale du groupe de distribution français Casino, spécialisée dans le commerce de détail, prévoit de s'implanter en Egypte en 2025 dans le cadre de sa stratégie d'expansion à l'international. Dans un communiqué publié le jeudi 5 décembre, l'entreprise a annoncé avoir conclu un partenariat stratégique avec TMT For Food and Beverages, un détaillant local qui exploite plus de 180 magasins, pour ouvrir des magasins en franchise dans le pays. «L'Égypte présente un potentiel de croissance élevé, alimenté par l'urbanisation croissante et une demande accrue pour des services innovants. Dans ce contexte, et pour répondre à ces enjeux, nous mettons

à profit notre expertise en gestion d'assortiment, en conception de magasins et en expérience client, tandis que TMT assure l'adaptation au marché local et la gestion opérationnelle», souligne l'entreprise. Si le nombre de points de vente qui seront lancés en Egypte n'a pas encore été révélé, on sait que Monoprix prévoit d'ouvrir 15 à 20 magasins par an à partir de 2025, dans le cadre de son plan d'expansion internationale. Globalement, l'implantation dans le pays des pharaons devrait permettre à la compagnie de tirer profit d'un secteur de la vente au détail des produits alimentaires et d'épicerie en pleine croissance. Les

données compilées par le Département américain de l'agriculture (Usda) indiquent que les recettes générées sur ce marché en Egypte ont augmenté de 3,4 %, atteignant 31,3 milliards \$ en 2021. Cependant, Monoprix devra faire face à une concurrence de taille, avec de nombreuses enseignes locales et internationales déjà bien implantées sur le marché, telles que son compatriote Carrefour, le turc BIM, Kazyon ou encore le conglomerat Mansour Group. L'entreprise qui a déclaré un chiffre d'affaires de 5 milliards d'euros (5,3 millions \$) en 2023 exploite actuellement un réseau de plus de 700 magasins avec 22 000 collaborateurs à travers le monde.

Inauguration d'une centrale solaire de 500 millions \$ à Assouan

La centrale solaire photovoltaïque d'Abydos devrait générer 1500 gigawattheures d'énergie propre par an, pour alimenter environ 300.000 foyers. L'Égypte a inauguré samedi une centrale solaire de 500 millions de dollars à Assouan, au sud du pays, dans le cadre de ses efforts pour stimuler la production d'énergie renouvelable et réduire les pénuries d'électricité. La centrale solaire photovoltaïque d'Abydos, développée par la société AMEA Power basée à Dubaï, et d'une capacité de 500 mégawatts, a été

achevée en seulement 18 mois. Elle devrait générer 1500 gigawattheures d'énergie propre par an, soit suffisamment pour alimenter environ 300.000 foyers, tout en réduisant les émissions de CO2 à hauteur de 782.300 tonnes, selon AMEA Power. Le projet, qui a été financé par la Société financière internationale (IFI), la Banque néerlandaise FMO et l'Agence japonaise de coopération internationale, est une «étape essentielle» dans la production d'énergies renouvelables en Egypte et «fait

partie de la stratégie nationale de l'Egypte visant à réduire sa dépendance aux sources d'énergie traditionnelles», a déclaré le premier ministre, Moustafa Madbouly, lors de l'inauguration. Le projet soutiendra également les efforts du gouvernement pour réduire les coupures d'électricité estivales, a-t-il ajouté. Celles-ci sont devenues fréquentes pendant les périodes de forte chaleur. L'été dernier, l'Égypte a dû en subir quotidiennement, de jusqu'à trois heures, en raison de l'usage intensif des

climatiseurs. La centrale solaire «accélèrera la stratégie de l'Égypte en matière d'énergie verte et l'aidera à faire face aux pénuries d'électricité qui ont eu lieu au cours de l'année écoulée», a déclaré le président de la compagnie AMEA, Hussain Al Nowais. Assouan, connue pour son rayonnement solaire élevé toute l'année, abrite déjà le parc solaire de Benban (1650 mégawatts), l'une des plus grandes installations solaires d'Afrique et du Moyen-Orient, inauguré en 2019.

MAURITANIE

Aura peut doubler sa future production annuelle d'uranium sur le projet Tiris

Selon les plans actuels de son propriétaire Aura Energy, Tiris, possiblement la 1ère mine d'uranium de Mauritanie dès 2026, devrait livrer 2 millions de livres annuelles sur 25 ans. Doubler la production annuelle permettrait de profiter davantage d'une hausse éventuelle de la demande et des prix du combustible nucléaire. Aura Energy a publié le vendredi 13 décembre une stratégie alternative à son plan de référence pour exploiter le gisement de Tiris, prévu pour devenir la première mine d'uranium de Mauritanie dès 2026. Cette nouvelle stratégie démontre que la capacité de production annuelle de la mine peut être doublée à environ 4 millions de livres. Par rapport au plan actuel qui prévoit

2 millions de livres par an, cette option entraînerait une hausse de 93% de l'investissement initial. Il passerait alors de 230 millions USD à 445 millions USD. La durée de vie de la mine serait également réduite à 16 ans, contre 25 dans le scénario de référence d'Aura. Une autre option consisterait à produire jusqu'à 3 millions de livres par an, avec un investissement initial de 317 millions USD. Si choisie, l'une ou l'autre des options alternatives serait mise en œuvre au cours de la 3e année d'exploitation de la mine. Aura n'a pour le moment rien décidé quant à elles, mais son DG Andrew Grove précise qu'elles «démonstrent la possibilité de croissance significative à Tiris grâce à une future ex-

tension du projet à partir des flux de trésorerie de l'étape 1 ». Une production plus significative d'uranium dans les premières années de Tiris pourrait aussi permettre à la compagnie de profiter encore mieux d'une hausse des prix. Les analystes s'accordent en effet sur une hausse significative de la demande d'uranium dans les années à venir, avec un risque de déficit qui peut gonfler les prix. Selon le 1er producteur mondial, Kazatomprom, le déficit d'approvisionnement pourrait atteindre 21 millions de livres en 2030, avant de bondir à 147 millions de livres d'ici 2040. Avec un prix de 80 dollars la livre d'uranium pour les 3 scénarios dispo-

nibles actuellement, notons néanmoins que le scénario de référence reste le plus profitable à Aura. Les revenus attendus s'élèvent en effet à 3,4 milliards USD sur la durée de vie de la mine, contre 2,8 milliards USD pour les alternatives. Cela peut s'expliquer par une production totale moins importante, en l'occurrence 43,5 millions de livres pour le scénario de référence contre 37,9 millions pour les options. Pour rappel, Aura Energy prévoit de prendre une décision finale d'investissement pour son projet Tiris au cours du 1er trimestre 2025. La production d'uranium devrait débuter fin 2026 ou début 2027, positionnant la Mauritanie comme le 2e fournisseur en Afrique de l'Ouest, après le Niger.

POUR LE CHEMIN DE FER TANZANIEN

BAD, Deutsche Bank et Société Générale veulent lever 1,2 milliard \$

La Banque africaine de développement a signé une lettre de coordination avec Deutsche Bank et Société Générale pour établir une stratégie de syndication visant à mobiliser jusqu'à 1,2 milliard de dollars pour le projet de chemin de fer à écartement standard (SGR) en Tanzanie.

Cet accord, signé lors des Market Days de l'Africa Investment Forum 2024 à Rabat, au Maroc, souligne le rôle que joue la Banque en tant que coordinateur mondial principal mandaté initial dans la mobilisation de financements pour le projet. Le ministère tanzanien des Finances cherche à lever des fonds sur les marchés internationaux des capitaux d'emprunt pour financer la construction d'une ligne de chemin de fer de 411 kilomètres entre Tabora et Kigoma. Ce projet de 2,3 milliards de dollars reliera le port tanzanien de Dar es Salaam sur l'océan Indien au port de Mwanza sur le lac Victoria. De là, il s'étendra au Rwanda, au Burundi, à la République démocratique du Congo et à l'Ouganda voisins. Cela permettra de libérer le potentiel économique en créant de nou-



veaux corridors miniers et agricoles à travers l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale. Max Ndiaye, directeur principal de la Banque africaine de développement pour les syndications, le cofinancement et l'Africa Investment Forum, a signé la lettre de coordination aux côtés de Myriam Ouazzani, directrice générale de la Deutsche Bank pour l'Afrique et de Randolph Fotso, responsable des solutions IFD, du développement et des financements export structurés à la Société Générale. Le financement se fera en deux tranches, la Banque africaine de développement coordonnant la deuxième tranche avec les contributions d'institutions de financement du développement, des agences de crédit à l'exportation, des bailleurs de fonds bilatéraux et des banques multilatérales de développement.

OUGANDA

Le Fonds EAAIF investira 18 millions \$ dans un projet PV de 20 MW

Il s'agit du 12e projet d'énergie renouvelable du Fonds EAAIF en Ouganda, qui travaille à accélérer la transition énergétique tout en répondant à la demande d'électricité croissante dans le pays. L'Emerging Africa & Asia Infrastructure Fund (EAAIF), un fonds du Private Infrastructure Development Group (PIDG), a bouclé le financement pour un projet de centrale photovoltaïque de 20 MW au nord-ouest de l'Ouganda. L'investissement de 18 millions USD annoncé

permettra au développeur AMEA Power, de mettre en place les infrastructures nécessaires pour fournir « une énergie abordable à l'une des régions les plus reculées et les plus mal desservies du pays », selon le communiqué publié jeudi 12 décembre. Le projet vise à fournir de l'électricité aux populations de la région, ainsi qu'aux entreprises qui subissent de fréquents délestages. « Ce projet souligne notre engagement en faveur du développement dura-

ble, en fournissant de l'énergie propre aux communautés et en favorisant la résilience environnementale. L'électricité produite constituera une étape essentielle pour soutenir l'activité économique et la croissance dans la région du Nil occidental » a déclaré Paromita Chatterjee de Ninety One, le gestionnaire du fonds EAAIF. En 2022, plus de la moitié de la population ougandaise n'avait toujours pas accès à l'électricité selon

les données de la Banque Mondiale. Dans les zones rurales, le déficit était encore plus marqué, avec environ 65% des habitants qui en étaient dépourvus. Alors que le pays produit l'essentiel de son électricité à partir de barrages hydroélectriques, l'énergie solaire se présente comme une option durable et abordable pour combler le déficit, avec notamment le soutien des fonds d'investissement et des producteurs indépendants d'électricité.

NAMIBIE

Des traces prometteuses de brut identifiées dans le bassin d'Owanbo

Jusqu'ici, c'est dans le bassin offshore d'Orange, dont les extensions géologiques atteignent l'Afrique du Sud, qu'ont été découverts d'importants gisements pétrogaziers par les multinationales TotalEnergies, Shell et Galp. À l'instar du bassin en mer d'Orange où des réserves significatives de pétrole brut ont été identifiées ces deux dernières années, celui d'Owanbo, localisé à terre, a le potentiel de donner également lieu à de

nouvelles découvertes pétrogazières intéressantes. C'est du moins ce qu'espère l'explorateur indépendant Monitor Exploration Ltd (MEL) qui a annoncé dans un communiqué publié le mardi 10 décembre, avoir achevé l'analyse des données recueillies lors de sa campagne 2024 de relevés sismiques 2D réalisée en juillet sur environ 200 km de sa licence onshore PEL 93 de 18 500 km². « Les premiers résultats confirment notre interprétation an-

térieure quant au potentiel en ressources exploitables de 11 prospects dans notre zone avec une superficie totale de plus de 1 000 km² », a déclaré la compagnie. D'après la société, ces travaux mettent particulièrement en évidence le potentiel d'une formation géologique présentant des caractéristiques qui suggèrent la présence de réserves de pétrole et de gaz, disponibles dans des quantités commercialement exploitables.

Actuellement, la compagnie travaille à affiner ses connaissances pour décider où et quand forer et maximiser ses chances de découverte d'hydrocarbures. Elle vise un plan détaillé qui lui permettrait de transformer ces zones prometteuses en cibles concrètes de forage pour 2025 ou 2026. Si elle y arrive, elle renforcerait un peu plus l'attractivité grandissante de la Namibie pour la recherche et l'exploitation de pétrole et de gaz.

NIGERIA

Nouveaux équipements de manutention au port d'Onne

Un des complexes portuaires les plus utilisés du Nigeria, le port d'Onne augmente ses capacités pour améliorer ses performances et éviter la congestion qui affecte les plateformes d'Apapa et de Tinian Island. Le terminal polyvalent du port d'Onne a mis en exploitation 2 grues mobiles de marque Konecranes qui viennent renforcer les capacités de manutention d'Onne Multipurpose

Terminal (OMT), filiale de l'opérateur portuaire philippin International Container Terminal Services Inc (ICTSI). Ces engins serviront à la manutention de conteneurs et de matériaux en vrac. Leur acquisition vise selon l'exploitant du terminal, à améliorer l'efficacité des services aux navires et réduire leur durée de séjour à quai. Cet ajout s'inscrit dans le cadre des investissements prévus pour améliorer

l'efficacité opérationnelle du port d'Onne et réduire le risque de congestion. Il fait suite à la mise en exploitation de West Africa Container Terminal (WACT), filiale de APM Terminals. Parmi les autres mesures prévues pour améliorer l'efficacité des opérations figure la mise en place d'un système d'appel électronique des camions, pour une gestion optimale des flux. Onne est la plaque tournante du fret

de pétrole et de gaz au Nigeria, mais manutentionne aussi d'importants volumes d'autres catégories de marchandises, ce qui crée une forte sollicitation des installations. Les plateformes d'Apapa et de Tinian Island, qui font partie des plus congestionnées d'Afrique de l'ouest-africaine, prévoient aussi des investissements massifs dans les infrastructures et équipements.

ZIMBABWE

Les industriels lèvent 250 millions \$ pour un projet solaire

Au Zimbabwe comme dans bien d'autres pays africains, les pannes d'électricité paralysent les entreprises, en particulier celles du secteur minier qui se tournent désormais vers le solaire. Au Zimbabwe, les utilisateurs industriels d'énergie réunis au sein de l'Intensive Energy User Group (IEUG), ont indiqué avoir obtenu 250 millions USD de la Banque africaine d'import-export pour construire une centrale solaire flottante. L'unité qui sera érigée au niveau du barrage sur le lac Kariba, l'un des plus grands lacs artificiels au monde, aura une capacité de 250 MW extensible à 1 GW. Ce projet survient à un moment où le pays subit des coupures d'électricité répétées qui durent plusieurs heures par jour selon des sources locales. La situation est principalement due à la sécheresse qui a fait baisser le niveau du lac, et donc la production énergétique du barrage. C'est un problème que des pays voisins ont également, comme la Zambie qui dépend beaucoup de ses barrages hydroélectriques pour son approvisionnement énergétique. Dans ce contexte, au Zimbabwe comme en Zambie, l'accent est désormais mis sur le développement à grande échelle de projets solaires qui non seulement renforceront le parc énergétique, mais les mettraient aussi, une fois combinés avec l'hydroélectricité, sur la voie d'un système électrique décarboné et fiable.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Les yeux sur la Fed

A l'approche des fêtes de fin d'année, ce sont les banques centrales qui ont animé la cote cette semaine. La Banque du Canada et la Banque nationale Suisse ont réduit leurs taux de façon plus prononcée que prévu (50 points de base) tandis que la Banque centrale européenne a réduit le loyer de l'argent de 25 points de base. Pour autant, malgré de nouveaux records pour certains indices, le bilan apparaît mitigé, avec de faibles écarts à la clôture de cette séquence hebdomadaire. Ce sera maintenant au tour de la Fed de rendre son verdict sur les taux mercredi prochain, puis à la Banque d'Angleterre et celle du Japon.

Tops / Flops de la semaine

Tops
Corporacion Financiera Alba +74,53 % : la famille March veut sortir son holding de la cote. Elle propose 84,20 EUR par action, soit une prime de 79,5% sur le dernier cours coté. Près de 94,5% des actionnaires se sont déjà engagés à voter en faveur du retrait de la cote.
CompuGroup +30,7 % : CVC Capital Partner va lancer une offre amicale à 22 EUR par action, avec le soutien du management de la société allemande de services de santé électroniques.
Ciena +21,94 %: la société spécialiste des plate-formes réseaux finit son année en beauté. L'action bondit après une hausse du chiffre d'affaires au quatrième trimestre fiscal, malgré une baisse des revenus hors-US.
Tesla +12,08 % : nouveau record pour le constructeur américain. Le titre s'est envolé depuis l'élection de Donald Trump et le rôle central conféré à Elon Musk dans la future administration. Le dirigeant est le premier homme dont la fortune dépasse 400 milliards de dollars.
Alphabet +8,65 % : nouveau record également pour la maison mère de Google, qui profite de ses annonces dans l'informatique quantique et de la nomination d'Andrew Ferguson à la présidence de la Commission fédérale américaine du commerce. Ce dernier s'oppose à la censure des géants de la Tech ce qui rassure quant à la possible scission du groupe menacé par les lois anti-trust.
Currys +15,65 % : la société de vente au détail d'électronique londonienne est confiante pour l'avenir. Dans un communiqué de presse, l'entreprise a déclaré que ses performances "continuent de se renforcer", malgré les "vents contraires indésirables de la politique gouvernementale britannique". Currys consolide sa bonne dynamique cette année.
FirstGroup +7,77 % : l'entreprise de transport public basée en Écosse a annoncé l'acquisition de RATP Dev Transit London et de ses filiales pour une valeur d'entreprise de 90 millions de livres sterling. Cette acquisition permet à FirstGroup d'entrer sur le marché des bus de Londres et de diversifier davantage ses revenus.
Brunello Cucinelli +7,43 % : la marque italienne de luxe a revu à la hausse son objectif de chiffre d'affaires pour l'année. L'entreprise a mis en avant les ventes extrêmement positives des derniers mois et de début décembre, d'autant que des mesures de relance sont tombées en Chine où elle réalise 13% de son chiffre d'affaires..
Lonza Group +2,03 % : le sous-traitant pharmaceutique bâlois a dévoilé sa nouvelle stra-

tégie et les changements prévus dans sa structure organisationnelle lors de sa présentation aux investisseurs. Il décide de se séparer de sa division Capsules & Health (CHI) pour se concentrer sur son activité de sous-traitance pharmaceutique (CDMO).
Flops
Moonpig -17,29 % : la société a annoncé des pertes inattendues au terme de son premier semestre fiscal à cause d'une grosse dépréciation comptable. Les analystes soulignent toutefois que les performances opérationnelles sont solides.
Carl Zeiss Meditec -15,15 % : la baisse des bénéfices et du dividende a été difficile à digérer pour les investisseurs. Malgré la prédiction d'un bénéfice opérationnel stable, le marché souhaitait une annonce plus optimiste.
CVS Health -10,71 % : une nouvelle proposition de loi au Congrès vise à encadrer davantage les gestionnaires de soins de santé, CVS Health et les autres acteurs du secteur connaissent une semaine compliquée.
Omnicom -12,67 % : le marché réagit durement au projet de fusion avec Interpublic, même s'il crée le numéro un mondial du secteur de la publicité, devant Publicis et WPP.
Adobe -15,78 % : l'attente autour de la société de San José est toujours plus importante. Les résultats trimestriels ont déçu le marché cette semaine.
UnitedHealth -5,3 % : la sombre affaire du meurtre de Brian Thompson, PDG d'United Healthcare, résonne autant à WallStreet que dans la société américaine. Le groupe est de surcroît confronté aux mêmes craintes que pour CVS.
Inditex -10,07 % : après une publication trimestrielle décevante, le détaillant espagnol, maison-mère de Zara, décroche cette semaine.
Sopra Steria -8,37 % : le groupe de conseil informatique a présenté une feuille de route ne présentant aucune surprise jusqu'en 2028. Une faible croissance ne suffit plus au marché et la société subit une correction boursière.
Husqvarna -5,08 % : le fabricant suédois d'outils et équipements de jardinage a émis un avertissement sur ses bénéfices mettant en cause un marché complexe, notamment en Amérique du Nord.
Matières premières
Énergie : Le pétrole rebondit cette semaine (+3%) malgré des vents contraires persistants. L'OPEP a révisé à la baisse ses prévisions de croissance de la demande mondiale, soulignant l'impact d'une reprise économique plus lente que prévu. Par ailleurs, l'Agence internationale de l'Énergie anticipe

une augmentation de l'offre mondiale de pétrole supérieure à celle de la demande d'ici 2025, ce qui pourrait maintenir un marché excédentaire. A très court terme, les prix du pétrole ont réagi positivement aux nouvelles selon lesquelles l'administration Biden envisagerait de nouvelles sanctions contre la Russie, poussant le Brent à 73,90 USD le baril. La référence américaine se négocie au-dessus de 70 USD.
Métaux : Les prix du cuivre demeurent stables à 9192 USD à Londres. L'attention des investisseurs reste rivée sur Pékin, dans l'attente de nouveaux stimuli économiques pour soutenir la demande en métaux. Du côté des métaux précieux, l'or doit composer avec une nette remontée des rendements obligataires, qui limite son potentiel haussier. Le métal doré s'échange autour de 2660 USD.
Produits Agricoles : Le marché du café reprend son souffle après avoir atteint des sommets, tandis que le cacao poursuit son ascension spectaculaire avec une augmentation de 157% depuis le début de l'année. Cette dynamique haussière du cacao est alimentée par des inquiétudes persistantes sur l'offre mondiale, exacerbées par des conditions clima-

tiques défavorables en Afrique de l'Ouest.
Macroéconomie
Ambiance : La tendance est à la détente. Non pas en raison de l'approche des fêtes de fin d'année mais en raison des décisions de politique monétaire qui s'enchaînent et se ressemblent un peu. Ainsi, la BCE a baissé le loyer de l'argent de 25 points de base tandis que la Suisse en a profité pour faire coup double avec une baisse de 50 points. Les investisseurs attendent désormais la réunion de la Réserve fédérale américaine prévue le 18. Si les chuchoteurs de la Fed ont largement laissé entendre qu'une détente de 25 points de base était quasi-acquise, la sacro-sainte question concerne plutôt la suite. Les dernières données sur l'inflation montrent au mieux une stabilisation (CPI) au pire une reprise (PPI), le tout sur des niveaux largement supérieurs à l'objectif de 2%. Ceci explique certainement le réveil opéré par les obligations à 10 ans, dont le rendement est passé en quelques jours de 4.13% à 4.35%. En parallèle, le spread entre les taux courts et les taux longs continue de s'écarter, favorisant généralement les valeurs bancaires.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 12 Décembre 2024 Valeur : 16 Décembre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.5759	133.5909
1	EUR	EURO	140.5619	140.5911
1	GBP	POUND STERLING	170.6168	170.7450
100	JPY	JAPANESE YEN	87.6195	87.6581
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3941	18.3971
1	CHF	SWISS FRANC	151.4294	151.5323
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.4333	94.4706
1	DKK	DANISH KRONE	18.8491	18.8539
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.1969	12.2006
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0009	12.0172
1	AED	UAE DIRHAM	36.3650	36.3720
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5416	35.5550
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.2520	434.5833
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.0027	42.4249
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3726	13.3741
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3089	27.4489
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3639	3.3744
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	175.4452	175.4452

Le conseil scientifique d'Euronext tranchera mardi sur le maintien de vivendi au sein du CAC 40

Cet organe, chargé de se prononcer sur la composition du CAC 40, se réunira mardi après la clôture du marché, sur ce sujet. Les jours de Vivendi dans le CAC 40 sont peut-être comptés. Le conseil scientifique d'Euronext, l'organe en charge de se prononcer sur la composition des grands indices boursiers parisiens, se réunira mardi 17 décembre pour statuer sur la présence du groupe de médias et de jeux vidéo dans l'indice phare de la Bourse de Paris. Une source proche a indiqué à BFM Bourse que ce conseil tiendra sa réunion après la clôture de mardi sur ce sujet, confirmant des informations précédemment rapportées par l'agence

Agefi-Dow Jones. La veille, lundi 16 décembre, la séparation en quatre entités distinctes de Vivendi, via la cotation de trois de ses entreprises, sera effective. Canal+ sera coté à la Bourse de Londres, Havas à Amsterdam et Louis Hachette Group sur Euronext Growth, le compartiment réservé aux petites capitalisations boursières de la Bourse de Paris. Vivendi ne conservera que l'éditeur de jeux vidéo Gameloft et quelques participations, notamment sa part d'un peu moins de 10% dans la maison de disques Universal Music Group ou celle dans Telecom Italia. Cette séparation en quatre groupes va mécaniquement peser sur la capitalisa-

tion boursière de Vivendi qui est déjà l'une des plus faibles du CAC 40 (8,5 milliards d'euros). Or, la capitalisation flottante reste, avec les volumes d'échanges, l'un des deux grands (mais pas uniques) critères sur lequel se base le conseil pour rendre son avis. Jeudi, le conseil scientifique avait laissé inchangée la composition du CAC 40 à l'issue de sa revue trimestrielle des indices. Mais il avait procédé à trois changements sur le SBF 120. Rappelons que, lundi, l'assemblée générale de Vivendi a approuvé à une large majorité (97,5%) ce projet de scission en quatre entités. Lors de cette assemblée, le président

du conseil de surveillance de Vivendi, Yannick Bolloré, a rappelé la genèse du projet: séparer en quatre la société pour réduire la lourde décote de conglomérat. Fin 2023, avant que le groupe annonce son projet de scission, cette décote représentait 45%, selon Barclays. En cotant Canal+, Havas et Louis Hachette à part, Vivendi entend obtenir des multiples de valorisations plus généreux pour chaque entité et donc créer de la valeur pour ses actionnaires, au premier rang desquels le groupe Bolloré. Vivendi avait très bien réussi le coup en 2021 en introduisant en Bourse Universal Music Group, à Amsterdam. La maison de disques

pèse aujourd'hui 42 milliards d'euros en Bourse. La décision de coter Canal+ à Londres et Havas à Amsterdam a toutefois pu faire grincer quelques dents, comme celles des investisseurs Phitrust et CIAM, qui jugent qu'elle ne créera pas de valeur. Ce, car les trois nouvelles sociétés en Bourse (Canal+ à Londres, Havas à Amsterdam et Louis Hachette Group sur Euronext Growth) seraient cotées sur des marchés où Groupe Bolloré (qui détient actuellement un peu moins de 30% de Vivendi) pourra augmenter son emprise sans avoir à lancer d'offre publique, ont expliqué Phitrust et Ciam.

RACHAT DE US STEEL

Nippon Steel fustige l'opposition politique «inappropriée» aux Etats-Unis

Selon l'agence Bloomberg, qui cite des sources proches du dossier, Joe Biden a l'intention de bloquer formellement l'opération pour des raisons de sécurité nationale d'ici son départ en janvier.



Le géant sidérurgique japonais Nippon Steel a jugé mercredi "inappropriée" l'opposition "politique" à son projet de racheter son rival américain US Steel, après des informations de presse faisant état d'un blocage de l'acquisition par le président Joe Biden. "Cette transaction soutiendra la sécurité économique des États-Unis en contrant les menaces posées par la Chine. Il est inapproprié que la politique continue de l'emporter sur les véritables intérêts de sécurité nationale (américains)", a indiqué Nippon Steel dans une déclaration. Joe Biden a fait part à plusieurs reprises de son opposition à la prise de contrôle d'US Steel par Nippon Steel, annoncée en décembre 2023 pour 14,9 milliards de dollars. Selon l'agence Bloomberg, qui cite des sources proches du dossier, Joe Biden a l'intention de bloquer formellement l'opération pour des raisons de sécurité nationale d'ici son départ en janvier. Il prononcera son veto après avoir reçu les recommandations de la Commission aux investissements étrangers aux Etats-Unis (CFIUS), attendues "le 22

ou 23 décembre" selon Bloomberg. "La position (de Joe Biden) depuis le début est qu'il est essentiel qu'US Steel soit détenu et exploité par des Américains, a simplement réagi Robyn Patterson, porte-parole de la Maison Blanche. Le président attend de voir ce qui ressort de la CFIUS", où l'examen du dossier "est toujours en cours". Cette commission a pour mission d'étudier les projets d'acquisition d'une entité américaine par un investisseur étranger, afin de déterminer les possibles implications pour la sécurité nationale des Etats-Unis. "Nippon Steel garde confiance dans la justice américaine (...) et, si nécessaire, travaillera avec US Steel pour prendre toutes les mesures afin de parvenir à une conclusion équitable", a souligné l'aciériste japonais.

Trump bloquera l'opération si elle n'est pas approuvée avant son arrivée à la Maison Blanche

"Le renforcement des liens économiques nippo-américains, y compris l'expansion

des investissements mutuels, et la réalisation d'une croissance économique durable en Indo-Pacifique ou encore la coopération dans la sécurité économique sont indissociables", a commenté mercredi le porte-parole du gouvernement japonais Yoshimasa Hayashi, sans se référer spécifiquement à US Steel. L'avis de la CFIUS et la décision de la Maison Blanche avaient été renvoyés après l'élection présidentielle américaine du 5 novembre, le sujet étant devenu éminemment politique. Le président élu Donald Trump, qui prendra ses fonctions en janvier, s'est également engagé à bloquer l'opération si elle n'était pas approuvée d'ici son arrivée, en accord avec ses positions protectionnistes. "Je suis totalement contre le fait qu'US Steel, autrefois grand et puissant, soit racheté par une entreprise étrangère (...) A coups d'incitations fiscales et de droits de douane, nous lui rendrons sa grandeur et sa force", a réaffirmé le magnat républicain début décembre. Des groupes d'entreprises japonais et américains avaient cependant exhorté mi-septembre à ne pas succomber aux pressions politiques lors de l'examen du projet d'acquisition d'US Steel. Suite aux informations de Bloomberg, le cours de US Steel à Wall Street s'est effondré mardi, terminant en chute de 9,68%. Le titre de Nippon Steel à Tokyo reculait de 0,39% mercredi à la mi-journée. En difficulté, US Steel a averti qu'en cas d'échec du rachat, il se verrait contraint de renoncer à des investissements massifs de modernisation sur plusieurs sites, au prix de plans sociaux et de possibles fermetures d'aciéries. Le puissant syndicat des métallos USW (United Steelworkers) s'oppose farouchement au rachat par crainte d'une casse sociale. Et ce même si l'aciériste japonais s'est engagé à maintenir l'emploi et ne cesse d'insister sur son intention de protéger l'appareil industriel, avec au moins 2,7 milliards de dollars d'investissements promis dans les sites industriels syndiqués.

Washington va sanctionner la principale compagnie pétrolière de Serbie

Gazprom et sa filiale Gazprom Neft détiennent respectivement 6,15 % et 50 % de la compagnie NIS, le reste des actions appartenant au gouvernement et à d'autres petits actionnaires. Le président serbe Aleksandar Vučić a déclaré que les États-Unis s'apprêtaient à imposer des sanctions à la compagnie pétrolière et gazière du pays en raison de sa propriété russe. La société serbe NIS est détenue majoritairement par le groupe énergétique russe Gaz-

prom. "Nous avons eu la confirmation que dans les prochains jours, les États-Unis introduiront des sanctions contre NIS en raison de la propriété russe", a déclaré le président serbe lors d'une interview avec Informer TV. Il a ajouté qu'il s'attendait à ce que le Royaume-Uni et l'Union européenne s'alignent sur Washington et introduisent leurs propres sanctions. Le département du Trésor américain n'a pas commenté le paquet de sanctions et le président Vučić a déclaré que Bel-

grade n'avait toujours pas reçu de "document officiel avec des détails" de la part de l'Amérique. "Bien sûr, cela nous ouvre à des problèmes avec nos amis russes à propos de tout. De la politique à tout le reste", a déclaré Vučić dans des commentaires distincts faits au service serbe du diffuseur basé à Doha, Al Jazeera. La Serbie a condamné à plusieurs reprises l'invasion russe de l'Ukraine dans des forums internationaux tels que les Nations unies, mais a jusqu'à pré-

sent résisté aux pressions visant à imposer des sanctions à Moscou. Gazprom et sa filiale Gazprom Neft détiennent respectivement 6,15 % et 50 % de NIS, le reste des actions appartenant au gouvernement et à d'autres petits actionnaires. "Nous devons regarder s'il existe une possibilité de réduire la propriété russe en dessous de 50 % et d'en parler avec les partenaires russes", a indiqué Aleksandar Vučić.

ROYAUME-UNI

Londres rejoint le partenariat de libre-échange transpacifique

Selon Londres, cet accord pourrait accroître de 2,6 milliards de livres les exportations britanniques vers les autres pays membres.

Le Royaume-Uni a rejoint officiellement dimanche le partenariat de libre-échange transpacifique (CPTPP), plus important accord commercial signé par le pays depuis le Brexit, et qui compte désormais 12 membres. Le pays est le premier d'Europe à intégrer le CPTPP, qui regroupe ainsi 500 millions d'habitants et cumule entre 12 et 15% du PIB mondial. Londres avait signé son adhésion au partenariat en juillet 2023 sous le précédent gouvernement conservateur, qui avait alors mis en avant les "milliards de livres sterling d'échanges supplémentaires" pour les entreprises britanniques grâce à cette alliance avec "certaines des économies les plus dynamiques au monde". Selon Londres, cet accord pourrait accroître de 2,6 milliards de livres les exportations britanniques vers les autres pays membres.

Signé notamment par la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Canada et le Japon, le CPTPP, entré en vigueur fin 2018, est le plus important pacte de libre-échange de la région pacifique. La Chine a fait acte de candidature mais plusieurs pays de l'alliance s'opposent à ce qu'elle la rejoigne.

Depuis sa sortie effective de l'Union européenne (UE) et du marché unique européen le 1er janvier 2021, le Royaume-Uni cherche à nouer des accords commerciaux tous azimuts pour doper ses échanges internationaux. Londres a notamment conclu des traités commerciaux avec l'UE et d'autres Etats européens, mais aussi avec des pays plus lointains comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou Singapour. Des discussions sont en cours avec l'Inde et les pays du Golfe.

En revanche, Londres a suspendu en janvier les négociations pour un accord avec le Canada, faute d'entente sur le volet agricole. Le Royaume-Uni cherche aussi à conclure un traité commercial avec les États-Unis. Mais, déjà très hypothétique, il pourrait être encore plus difficile à conclure avec le retour imminent de Donald Trump à la Maison Blanche.

TOYOTA URBAN CRUISER (2025)

Il vise le Kia EV3

Toyota dévoile son Urban Cruiser, un SUV compact 100 % électrique. Conçu pour répondre aux besoins d'un marché européen en pleine expansion, il se dresse en concurrent tout désigné du Kia EV3.

Avec un design robuste, un intérieur spacieux et des technologies avancées, le Toyota Urban Cruiser doit incarner l'engagement de Toyota en faveur de la neutralité carbone d'ici 2040. Exclusivement électrique, il sera disponible avec deux batteries et plusieurs motorisations pour s'adresser à un large éventail de clients. Le Toyota Urban Cruiser sera dévoilé en première mondiale lors du Brussels Motor Show en 2025, avant une commercialisation prévue peu après.

Design extérieur : Un SUV percutant

Le Toyota Urban Cruiser reprend un style audacieux de véritable SUV... urbain, très proche du concept bZ2X présenté en décembre 2023. Les designers de Toyota parlent d'une face avant en « tête de marteau ». On retrouve surtout un schéma visuel similaire aux bZ4X et à la Prius avec une « lame » faisant le lien entre les deux blocs optiques intégrés à un masque noir. La bouche d'aération au bas du bouclier et les ouïes latérales verticales apportent un petit air de squala sans pour autant se départir d'une certaine simplicité. À l'arrière, la signature lumineuse ne brille pas par son originalité avec un bandeau noir sur toute la largeur et des feux fumés sur fond noir. Le bas de bouclier contrasté en noir qui remonte très haut apporte toutefois un peu de légèreté. Mesurant 4285 mm de long, 1800 mm de large et 1640 mm de haut avec un empattement de 2700 mm, il offre une maniabilité optimale grâce à un rayon de braquage de seulement 5,2 m, donc un diamètre de braquage de 10,4 m. Ses jantes en alliage, disponibles en 18 ou 19 pouces, contribuent à l'effort aérodyna-



mique. Pour ce qui est de la personnalité de ce petit SUV électrique du segment B, il faudra donc jouer sur le choix des couleurs, incluant des options bicolores. Une recette connue dans ce segment et récemment appliquée par un certain Kia EV3...

Design intérieur : Polyvalence et confort

L'intérieur spacieux de l'Urban Cruiser tire parti de son empattement allongé (+140 mm par rapport à la Yaris Cross) pour offrir un confort digne des SUV de segments supérieurs. Les sièges arrière coulissants permettent d'ajuster la distance avec les sièges avant, tandis que leur configuration 40:20:40 offre une modularité adaptée à tous les besoins. Le tableau de bord horizontal, combiné à des finitions noires et grises, joue la carte

de la robustesse sans fioritures... et de l'austérité. L'éclairage d'ambiance, avec 12 options de couleurs, devrait permettre de personnaliser l'expérience à bord. La position assise surélevée, typique des SUV, doit améliorer la visibilité et la sensation de sécurité.

Technologies, aides à la conduite et équipements

Le tableau de bord combine un écran numérique de 10,25 pouces et un écran multimédia de 10,1 pouces avec navigation connectée, intégration smartphone et commandes intuitives. L'application My-Toyota permet de suivre l'état de charge de la batterie, de localiser des bornes et de programmer des sessions de recharge.

2025 Toyota Urban Cruiser

Sur le plan technologique, le Toyota Urban Cruiser est équipé des dernières innovations en matière de sécurité et de connectivité. Son pack de sécurité active comprend un régulateur de vitesse adaptatif, un système d'avertissement de sortie de voie, une aide au maintien dans la voie et un système de sécurité pré-collision. Une caméra à 360° offre une vue complète lors des manœuvres. Selon la finition, des équipements comme un système audio JBL, un toit panoramique et des sièges électriques viennent compléter l'offre et apportent une petite touche de « luxe » à un ensemble manquant un peu d'âme.

Spécifications, autonomie et performances

Le Toyota Urban Cruiser est proposé avec deux batteries LFP (lithium-phosphate de fer), plus sûres, durables et moins chères :
- FWD (49 kWh) : 106 kW (144 ch) et 189 Nm.
- FWD (61 kWh) : 128 kW (174 ch) et 189 Nm.
- AWD (61 kWh) : 135 kW (184 ch) et 300 Nm grâce à un moteur arrière additionnel de 48 kW (65 ch).
Toutes les versions disposent d'une pompe à chaleur pour optimiser la consommation énergétique. Le mode Trail sur les versions AWD et le mode Snow sur les versions traction renforcent les capacités du véhicule sur terrains difficiles. Construit sur une plateforme dédiée aux BEV, le Toyota Urban Cruiser combine légèreté et robustesse, tout en offrant une sécurité accrue grâce à une architecture intégrée protégeant les composants haute tension.

Une DS au nom de parfum et une voiture qui se mange

La marque premium du groupe Stellantis vient de présenter son nouveau vaisseau. Pourrait-il sauver le soldat DS ? Quant à la Commission européenne, elle est attaquée de toute part pour ses futures normes et l'échéance 2035. Pourra-t-elle tenir face à la fronde ? Enfin, aux États-Unis, une pâtisserie a décidé de manger sa voiture. Pourra-t-on éviter le fou rire ?

Le couperet de 2035 est-il en sursis ?

S'il est un texte qui sent passer le vent du boulet ces temps-ci, c'est bien la règle européenne qui tend à bannir les voitures thermiques au 1er janvier 2035. Le texte est attaqué de toutes parts, assez logiquement par les constructeurs, mais, plus étonnamment, par des élus de Bruxelles aussi. Du côté des industriels, le retour de Stellantis au sein de l'ACEA, l'association qui les regroupe désormais tous, devrait renforcer le lobbying pour tenter de faire tourner casaque à une Commission cernée. Mais la règle de 2035, comme les normes CAFE de l'an prochain sont également remis en cause par le Parlement,

du moins par le principal groupe, le PPE qui forme une alliance des droites, et dont Ursula van der Leyen est membre. Si ces deux règles passent l'année, pas sûr qu'elles passent l'hiver.

La DS numéro 8 laissera-t-elle dans son sillage un parfum de réussite ?

À chaque nouveau modèle de la marque, on a tendance à se demander si ce n'est pas l'auto de la dernière chance, tant DS peine à s'imposer sur le marché, certes compliqué, du premium. La nouvelle Ds 8, pardon, DS numéro 8 pour revendiquer un luxe français façon Chanel, ne fait pas exception. Olivier Pagès qui l'a examinée cette semaine, trouve que cette "berline - SUV" a un style clivant. En plus elle ne sera proposée (du moins lors de son lancement) qu'en 100% électrique. En ces temps de VE en berne, pas sûr que l'option choisie par Stellantis soit la meilleure pour relancer la marque.

Quand on aime sa voiture, on la mange

L'actualité automobile est parfois totalement surréaliste et Adrien



Raseta prend un malin plaisir à en narrer les travers, jusqu'au titre lui-même qui fait tout le sel de ces petites infos, comment dire : folles, absurdes, inutiles, dingues ? Chacun choisira. Cette semaine, nous avons ainsi découvert un étrange OVNI titré "elle mange sa voiture". Et, se fait, une jeune américaine s'est mise à boulotter le levier de vitesse, puis le soufflet et enfin l'accoudoir de son Audi qui, fort heureusement pour son estomac, n'était qu'une pâtisserie.

L'Opel Frontera ne sera pas le premier de la classe

Alan Froli, qui, cette semaine s'en est allé essayer le nouvel Opel Frontera ne s'est pas réellement enthousiasmé pour ce cousin du Citroën C3. S'il lui reconnaît quelques qualités, comme ses tarifs légers, son habitabilité affirmée et son moteur zélé, il déplore une finition pas vraiment au niveau, son incompatibilité avec la conduite en ville et quelques à coups de la boîte auto. Au final, ce nouveau Frontera, 3e du nom, ne fait pas mieux que d'autres petits SUV abordables.

GROK 2, AURORA

Les nouvelles IA d'Elon Musk impressionnent

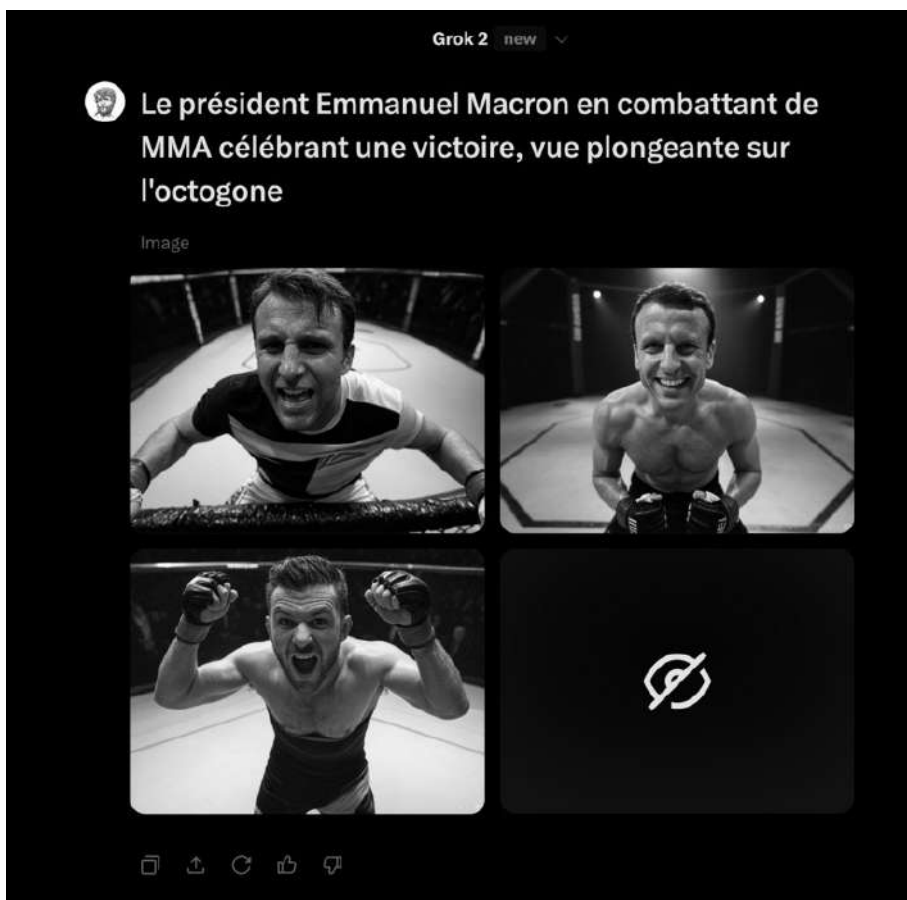
Grok, l'assistant conversationnel d'Elon Musk, franchit une nouvelle étape majeure avec le déploiement simultané d'une version améliorée et d'un générateur d'images controversé. Cette évolution soulève des questions sur sa disponibilité au regard des réglementations européennes.

Après un lancement initial retardé en Europe en raison des réglementations strictes sur l'IA, xAI vient d'annoncer la gratuité de Grok pour tous les utilisateurs de X. Les utilisateurs non-premium peuvent désormais poser dix questions toutes les deux heures, tandis que les abonnés Premium et Premium+ bénéficient de limites d'utilisation plus généreuses.

Grok 2 : des améliorations substantielles

Grok 2, la dernière version de l'IA de xAI, a été dévoilée en août et a récemment été mise à jour pour offrir des performances améliorées. Selon xAI, cette nouvelle itération est trois fois plus rapide que son prédécesseur, avec une meilleure précision, une capacité accrue à suivre les instructions et des compétences multilingues renforcées. Ces améliorations visent à rendre l'interaction avec Grok plus fluide et plus utile pour les utilisateurs. Grok 2 est désormais accessible gratuitement à tous les utilisateurs de X en France, avec une limite de dix questions toutes les deux heures pour les utilisateurs gratuits. Les abonnés Premium et Premium+ bénéficient de limites d'utilisation plus élevées.

Aurora : un générateur d'images controversé



Aurora, le nouveau modèle de génération d'images de Grok, a été introduit en décembre 2024, après une première incursion relativement courte. Ce mo-

dèle utilise une architecture Mixture of Experts (MoE) pour produire des images d'une qualité photoréaliste impressionnante. Contrairement à ses concurrents, Aurora peut générer des

images de personnalités publiques et de personnages protégés par des droits d'auteur, ce qui soulève des questions éthiques et juridiques. Toutefois, la société I.A. de Musk n'en est pas à son coup d'essai, l'ancien modèle de génération de Grok, Flux-1 pouvait déjà générer des images de cet acabit, mais Aurora a mis la barre un beaucoup plus haute pour ce type d'usages, ce qui n'est pas forcément une bonne chose. Nos tests nous ont permis de voir qu'un système de censure était toutefois présent, ici lors de la génération d'une image d'Emmanuel Macron en combattant de MMA. Toutefois, difficile de savoir ce qui a causé la censure puisque Grok ne donne aucune indication sur la raison de cette dernière.

L'émergence de ces nouvelles fonctionnalités soulève des questionnements éthiques prégnants, notamment concernant la création et la diffusion potentielle de désinformation. La capacité d'Aurora à générer des images ultra-réalistes de personnalités publiques, conjuguée à sa large accessibilité, pourrait devenir un sujet de préoccupation majeur pour les instances régulatrices européennes. Pour l'heure, un petit filigrane « Grok » permet de remarquer la supercherie, mais ce type de protections n'est pas aussi efficace qu'une technologie comme SynthID de Google.

Pourquoi les hackers préfèrent votre smartphone à votre PC ?

Vous avez sûrement mis en place un arsenal de protections pour votre PC, mais qu'en est-il de votre smartphone ? Pas grand-chose, assurément. Grossière erreur : ces appareils regorgent de données sensibles, et les hackers en raffolent encore plus que de vos ordinateurs. Voici pourquoi... et comment vous protéger. Soyons honnête : qui pense vraiment à sécuriser son smartphone autrement qu'en comptant sur les protections intégrées ? Et pourtant, les appareils mobiles occupent une place unique dans notre quotidien : ils centralisent tout ce qui compte dans nos vies. Gestions des finances, souvenirs, déplacements, comptes utilisateurs en ligne, stockage des mots de passe... rien n'y échappe. En bref, les smartphones sont devenus le centre névralgique de nos vies numériques – et ça, les hackers l'ont bien compris. Tant et si bien qu'en 2023, les cyberattaques mobiles ont explosé, avec une hausse de 52 % dans le monde et plus de 33,8 millions d'incidents recensés. Rien qu'en France, près de 307 000 smartphones ont été compromis. Une croissance fulgurante qui s'accompagne d'une diversité inquiétante des malwares mobiles : adwares, chevaux de Troie, risktools, spywares, downloaders... la liste est déjà bien fournie et ne cesse de

s'allonger. Alors, qu'est-ce qui, concrètement, rend nos smartphones si attrayants pour les pirates ? Et surtout, comment éviter de tomber dans leurs filets ?

Pourquoi les smartphones attirent autant les pirates ?

Si les hackers s'intéressent autant à vos smartphones, c'est parce qu'ils concentrent une quantité vertigineuse de données personnelles. Contrairement à un PC, ils ne se contentent pas de fragments : ils accèdent à tout. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'on dit souvent que nos smartphones contiennent toute notre vie. Les pirates frappent d'abord là où ça fait le plus mal : l'argent. Vos applis bancaires, portefeuilles numériques et plateformes de paiement transforment votre téléphone en clé d'accès à vos ressources financières. Pas besoin de fracturer un coffre-fort : un malware bien placé suffit à siphonner vos données. Ajoutez à cela un code PIN trop simple ou une empreinte digitale mal configurée, et la porte est grande ouverte. Mais ce n'est pas tout. Les gestionnaires de mots de passe, qui centralisent vos identifiants les plus sensibles, sont également une cible de choix. Des logiciels espions et keyloggers peuvent enregistrer tout

ce qui se passe sur votre écran, capturant vos mots de passe et schémas de déverrouillage. Et une fois ces données volées, les pirates n'ont plus qu'à se servir. Enfin, vos souvenirs personnels – photos, vidéos, documents – ne sont pas épargnés. Ces trésors émotionnels sont monnayés sur le dark web ou utilisés pour faire chanter les victimes. Et contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces situations sont loin d'être anecdotiques : ces données alimentent un marché bien réel.

Des failles propres aux smartphones... et des comportements utilisateurs à risques

Évidemment, il n'est pas question d'attaques spectaculaires, ni de vol à l'arrachée suivi d'une restitution de l'appareil infecté. Pour s'introduire dans un smartphone, les pirates exploitent une combinaison de techniques avancées et de failles souvent sous-estimées. Des brèches qui peuvent provenir de l'appareil lui-même... mais aussi – et surtout – de comportements utilisateurs imprudents ou irréfléchis. Les vulnérabilités intrinsèques aux smartphones sont un terrain fertile pour les hackers. Même les appareils à jour ne sont pas toujours à l'abri des attaques dites "zero-day", qui exploitent des failles encore inconnues des développeurs. Mais

dans la majorité des cas, ce sont les erreurs humaines qui leur facilitent la tâche. A cet effet, les applications malveillantes restent l'un des vecteurs de cyberattaques les plus courants. Déguisées en jeux populaires ou en outils pratiques, elles s'infiltreront essentiellement via des stores alternatifs et des fichiers APK téléchargés manuellement, mais parviennent aussi parfois à déjouer les mesures de sécurité mises en place sur le Google Play Store ou l'App Store. Une fois installées, elles demandent des autorisations d'accès abusives – caméra, micro, espace de stockage, etc. – qui n'ont aucun rapport avec leur fonction. Les liens piégés sont un autre point d'entrée privilégié. Les pirates jouent souvent sur la taille des écrans, à cause desquels les URLs tronquées sont plus difficiles à détecter, et les alertes reçues paraissent plus anodines. Les attaques de phishing ou de smishing (par SMS) redirigent les internautes vers des pages factices où ils saisissent leurs identifiants sans se rendre compte de la supercherie. Dans d'autres cas, un simple clic suffit à télécharger un malware qui s'exécutera en arrière-plan. Enfin, les mises à jour ignorées ou repoussées laissent le champ libre aux pirates. Or, ces correctifs combinent souvent des failles déjà exploitées par les hackers. Les ignorer, c'est laisser une porte

grande ouverte en pariant que personne n'entrera.

Comment protéger efficacement votre smartphone ?

Protéger votre smartphone ne demande pas d'être expert, mais de suivre quelques règles simples. Appliquez systématiquement les mises à jour dès qu'elles sont disponibles. Évitez les APK et privilégiez les stores officiels, en vérifiant toujours les permissions demandées. Restez également vigilant face aux mails et SMS suspects. Enfin, il est important de reconnaître que, malgré toutes les précautions possibles, l'erreur est humaine. Même les utilisateurs et utilisatrices les plus aguerris peuvent tomber dans le piège d'une campagne de phishing savamment orchestrée, ou télécharger une application vérolée ayant contourné les systèmes de protection des stores officiels. Face à des pirates toujours plus ingénieux, un antivirus de la trempe de Bitdefender n'est plus une option : c'est une nécessité. Les solutions actuelles ne se contentent plus de détecter les virus traditionnels : elles analysent en temps réel les comportements des applications pour détecter les moindres anomalies – celles que les systèmes classiques ne voient pas. À chaque installation, un scan automatique vous alerte en cas de danger.

Mots fléchés

Ferme		Posses-seurs de biens		Choisies		Paquet de papiers		Incapa-cités de procréer		Zieute		Crochets	
Saisies immobilières						Le propre de l'Homme		Argon				Le plus grand fleuve avec l'Amazone	
Lapinières		Tuniques blanches		Haute coiffure						Thymus de veau			
								Norme					
Divinité égyptienne				L'Estonie						Jamais publiée		Canal excréteur	
Petit chapeau													
				Rabais		Cité disparue dans la baie de Douarnenez		Endroit					Fatiguas
								Humble rampant					
Pour la rugby, ils sont amenés par une voiture					Peu de choses		Boisson fermentée				Petit ruisseau		
Rongeur amphibie											Enlevèrent		
							Écimés						
Indécis		Prénom de Baba				Attribua							
						Cube de bois							
							Établis-sement scolaire	Seigneurs féodaux					
De naissance		Revenus réguliers							Après bis				Destin
		Pays asiatique							Site jordanien				
				Aride				Créateurs					
				Grasse									
Pied de vigne	Agence spatiale				Fonction					Union des télévisions européennes		Liquides vitaux	
	Nivelés				Ils sont du même avis								
			Combat singulier					Syntoni-seur					
								Pèsent le contenant					
Chute populaire						Célèbres falaises							
Durillon						Ce village a fusionné avec Rigny							
			Préfecture des Pyrénées-Atlanti-ques				Affluent du Rhin				Végétal		Deux fois un semestre
			Capture				Annonce la spécialité						
Distance chinoise		Imaginer							Article	Centra			
		Dégou-liner										Camarade	
		Grande école											
Tremble-ment de terre							Sodium			Procla-mation			
Idée							Paresseux			Fleuve de Russie			
						Astate			Arbre ornemental				
Qualité des huiles				Sport				Obtem-pérée					

Production prévisionnelle de plus de 3 millions de litres d’huile d’olive

Une production prévisionnelle dépassant les trois millions de litres d'huile d'olive est attendue dans la wilaya de Skikda au terme de l'actuelle campagne 2024-2025 de récolte d'olive entamée au début du mois de novembre passé, a-t-on indiqué dimanche à la direction des services agricoles (DSA). Cette production sera presque égale à celle de la production obtenue durant la saison précédente qui avait dépassé trois millions de litres d'huile d'olive, a précisé la même source. La production d'olive prévue au terme de cette campagne, qui sera clôturée fin janvier prochain, devra atteindre 195.000 quintaux à cueillir sur 12.546 hectares de vergers oléicoles, précisent les services agricoles qui relèvent que la wilaya de Skikda dispose de 100 huileries modernes pour la plupart.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 16 décembre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



COOPÉRATION

Une délégation de l’Université russe d’Oufa visite l’ENS de Ouargla

Une délégation de l'Université d'Oufa en Russie a visité dimanche l'Ecole normale supérieure (ENS) d'Ouargla, dans le cadre du renforcement de la coopération dans la formation académique et la recherche scientifique. La visite de la délégation intervient en application de la convention de coopération signée en mai dernier en Russie et portant sur le développement et l'exécution de programmes communs de recherches, l'échange d'enseignants universitaires et des étudiants, l'organisation commune de manifestations académiques et scientifiques, conférences, ateliers et expositions, a indiqué le directeur de l'ENS, Mohamed Faouzi Benbrahim. La rencontre a permis aux directeurs des deux institutions de l'enseignement supérieur d'examiner les voies et moyens de consolider leur coopération, les opportunités offertes par l'Oufa aux étudiants étrangers, ainsi que l'éventuelle révision à la hausse des bourses d'études pour les étudiants de Master et Doctorants de l'ENS. Le doyen de la Faculté de pétrole et des mines, chargé de la recherche scientifique à l'Université Oufa, Pr. Sultanov Shamil, chef de centre de recherches scientifiques à l'Université d'Oufa, a, dans son intervention, donné un aperçu sur les facultés et spécialités académiques disponibles au niveau de cette institution et les opportunités d'études mises à la disposition des étudiants étrangers, dont les algériens. Mettant à profit ce séjour en Algérie, la délégation russe a visité les structures de formation, dont les salles de cours, laboratoires et bibliothèque centrale de l'ENS, ainsi qu'une exposition des clubs scientifiques de l'ENS versés dans divers domaines, dont les énergies renouvelables, la géologie et autres filières. La délégation de l'Université russe d'Oufa devra se rendre à Hassi-Messaoud où elle visitera des entreprises pétrolières.

POUR CONCRÉTISER LES ORIENTATIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Une dynamique diplomatique algérienne orientée vers l’Afrique

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, en qualité d'envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a remis des messages aux présidents de l'Angola, de l'Ouganda et du Burundi au cours de visites officielles effectuées dans le cadre des efforts déployés par l'Algérie pour renforcer les relations bilatérales avec les pays africains. Ces visites font suite aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les relations bilatérales au niveau du continent et d'optimiser le travail en commun et la coordination entre les pays africains. Dans le cadre de sa tournée africaine, M. Attaf a été reçu, samedi à Luanda, par le président angolais, pays frère, M. Joao Manuel Gonçalves Lourenço, auquel il a remis une lettre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "dont il a transmis les salutations fraternelles et fait part de la volonté de poursuivre leurs efforts communs pour ouvrir des perspectives plus larges aux relations de fraternité, de coopération et de solidarité entre les deux pays", précise un communiqué du ministère. La rencontre a permis d'évoquer les différents aspects et axes des relations privilégiées entre l'Algérie et l'Angola, ainsi que les moyens de leur imprimer une nouvelle dynamique en prévision des échéances bilatérales de haut niveau. "La rencontre a également été l'occasion d'examiner les principaux dossiers et questions à l'agenda de l'Union africaine et de souligner la pleine disponibilité de l'Algérie à apporter toute forme de soutien et d'appui au président Joao Manuel Gonçalves Lourenço durant son

mandat à la présidence tournante de l'organisation continentale à partir du mois de février prochain". Par ailleurs, M. Attaf a été reçu, vendredi à Kampala, par le président de la République d'Ouganda, M. Yoweri Museveni auquel il a remis "un message de la part du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et lui a transmis ses salutations fraternelles ainsi que sa volonté de poursuivre les efforts communs visant à hisser les relations algéro-ougandaises à de larges perspectives".

La rencontre a été l'occasion de "passer en revue les résultats positifs obtenus dans le cadre de la mise en œuvre des décisions prises par les deux dirigeants, le président Abdelmadjid Tebboune et son frère, le président Yoweri Museveni, lors de la visite d'Etat effectuée par ce dernier en Algérie en mars 2023". "Les principales questions inscrites à l'agenda de l'Union africaine (UA) ont été abordées ainsi que les questions d'actualité continentale et internationale, notamment les développements de la situation dans les territoires palestiniens occupés et la région du Proche-Orient en général, outre le processus de décolonisation au Sahara occidental". M. Attaf s'est également rendu au Burundi où il a été reçu, jeudi, à Bujumbura par le président de la République du Burundi, M. Evariste Ndayishimiye, auquel il a remis un message écrit du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dont il a "transmis les salutations fraternelles ainsi que sa volonté de continuer à travailler de concert avec lui pour le renforcement des relations de fraternité, de coopération et de solidarité entre les deux pays", lit-on dans un communiqué du ministère. La rencontre a permis d'examiner les moyens de concrétiser la

volonté commune des dirigeants des deux pays de promouvoir les relations entre l'Algérie et le Burundi, à travers la prise de mesures concrètes à même d'insuffler une nouvelle dynamique à la coopération bilatérale et de renforcer la coordination conjointe au sein de l'organisation continentale pour relever les différents défis auxquels les pays africains font face", ajoute le document.

"Le président Evariste Ndayishimiye partage avec le président Abdelmadjid Tebboune cette idée de faire de nos deux pays et de nos deux nations d'abord des Nations émergentes, ensuite des nations développées", a assuré M. Attaf devant la presse. "Nous serons présents aux côtés de nos frères et de nos sœurs du Burundi pour réaliser ces objectifs communs", a conclu M. Attaf.

Dans le cadre des efforts déployés par l'Algérie en vue de renforcer les relations avec les pays africains, la secrétaire d'Etat, auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Selma Bakhta Mansouri, a été reçue, jeudi, par le président du Burkina Faso, Ibrahim Traore, auquel elle a transmis un message du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Mme Mansouri a fait le point, au cours de cette audience, sur la coopération entre l'Algérie et le Burkina Faso, "deux pays frères qui partagent une histoire commune et un avenir commun". "Nous sommes conscients de la situation globale, non seulement au Burkina Faso, mais aussi au Sahel", a-t-elle affirmé, soulignant que "l'Algérie est prête à appuyer les efforts du Burkina Faso dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et le maintien, la préservation de la stabilité nationale et régionale".

ÉTABLISSEMENTS TOURISTIQUES ET HÔTELS DE SAOURA

Hausse des réservations de touristes nationaux

Les établissements et autres structures hôtelières et touristiques enregistrent actuellement une hausse des réservations de la part des touristes nationaux à travers les wilayas de Bechar et Béni-Abbès, à l'occasion des vacances d'hiver et des fêtes de fin d'année, rapportent dimanche plusieurs opérateurs touristiques locaux. La saison touristique bat son plein dans cette région de la Saoura, confirmant ainsi son attractivité, notamment au niveau de ses destinations phares comme Taghit (wilaya de Bechar) et Béni-Abbès, et les différents établissements et structures hôtelières et touristiques commencent déjà à enregistrer une hausse des réservations de la clientèle nationale, précisent-ils. "Parmi cette clientèle, des familles et autres groupes de touristes issus de différentes wilayas du pays et même de l'étranger, séduits par des expériences uniques de séjours cet hiver dans ces régions sahariennes", signale Mohamed

Nador, le doyen des guides touristiques dans la région de Taghit et animateur d'activités touristiques au niveau d'un complexe hôtelier privé au nord de cette commune. Selon la direction de ce complexe, qui dispose d'une capacité de 244 lits répartis sur 122 chambres de haut standing, l'établissement affiche complet dès le 22 de ce mois de décembre, de par la hausse des demandes de réservation émanant de touristes nationaux et de plusieurs groupes de touristes issus de la communauté nationale établie à l'étranger, ayant émis le vœu de séjourner durant les vacances d'hiver dans la région. L'établissement a accueilli la précédente saison 3.200 touristes issus de la communauté nationale établie à l'étranger, rappelle la direction du complexe. "Cette destination de la Saoura, à haute potentialités touristiques, a ébloui un public diversifié, composé de nationaux et d'étrangers, qui y voit un mélange unique

d'authenticité et d'histoire, en plus de la beauté naturelle de ses sites touristique, avec en prime un contact direct avec la population locale à travers la formule du "Tourisme chez l'habitant", a expliqué, pour sa part, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Taghit, Mohamed Chkifi.

"Les opérateurs activant dans ce segment touristique et qui disposent d'une centaine de maisons d'hôtes mises à la disposition des touristes ayant choisi cette formule, s'activent eux aussi à recevoir leurs hôtes dans des conditions des plus propices", a-t-il ajouté. Cette formule touristique, et grâce à sa réorganisation récemment par l'APC, en coordination avec la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat, permet la mise en place d'une offre d'hébergement de 300 lits, selon les normes d'hygiène et de sécurité requises, a souligné M.Chkifi.

Au niveau de la direction de l'hôtel Saoura

de Taghit, propriété de la chaîne publique hôtelière El-Djazair et comprenant 57 chambres et deux (2) suites, totalisant 118 lits en plus d'un restaurant, d'une cafétéria et d'une salle de conférence de 250 places et d'une piscine, il est annoncé une forte augmentation des réservations, surtout de touristes nationaux ayant opté pour cette structure hôtelière durant leur séjour dans la région en cette période de l'année. Idem pour l'hôtel "Rym" situé au chef-lieu de wilaya de Béni-Abbès, qui relève de la chaîne hôtelière publique El-Aurassi, et qui dispose de 59 chambres, dont deux suites, totalisant 111 lits de standard international. "Les préparatifs ont été entamés pour la réception de notre clientèle, constituée essentiellement de touristes nationaux, et tout sera fait pour rendre leur séjour des plus agréables", signalent les responsables de cette structure hôtelière publique.

R E.